# REVOLUTION SOCIALISTE

*On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Lénine*

**Austérité Roms Grèce Cuba Haïti États-Unis**

n° 33 octobre 2010 1,50 euro groupe bolchevik [collectif révolution permanente]

## Chômage, austérité, baisse des salaires et des retraites

# Les classes capitalistes font payer leur crise à leur classe ouvrière

Seuls les naïfs croient les discours qui affirment que la crise capitaliste mondiale est finie, que le capitalisme a retrouvé un sentier de croissance sain. Les sources d'instabilité du capitalisme sont plus fortes que jamais. Lors des périodes de croissance, la classe ouvrière peut préserver et même accroître son niveau de vie, bien que la masse des profits augmente. En temps de crise, l'enjeu pour la bourgeoise est de reporter le fardeau sur le prolétariat.

Les bourgeoisies ont globalement réussi à compenser, pour elles, le choc de la crise. Le classement annuel du magazine *Forbes* fait apparaître que les capitalistes ont rebondi : la richesse des 400 Américains les plus fortunés a augmenté de 8 % à 1 370 milliards de dollars. Si l'on s'en tient à la France –où près de 8 millions de personnes vivent avec moins de 950 euros par mois– 16 350 bénéficiaires du « bouclier fiscal » ont perçu 585 millions d'euros, et les dix plus fortunés d'entre ont perçu près de 6 millions. Sur les six premiers mois de l'année, les entreprises du CAC 40 ont quasiment doublé leurs bénéfices.

Au passage, les bourgeoisies ont montré que le libéralisme ne servait qu'à justifier les attaquer contre les acquis de la classe ouvrière. Quand le capitalisme menace de s'effondrer, elles reviennent à l'étatisme. Les États impérialistes ont piétiné les dogmes libéraux, tels celui de « l'indépendance des banques centrales » :

> *La crise brise les tabous. Elle l'a fait dans l'ordre monétaire, où l'on voit les banques centrales violer l'une de leurs règles les plus sacrées –activer la planche à billets en achetant les bons du trésor, c'est-à-dire la dette, émis par leur propre gouvernement.* (*Le Monde*, 8 octobre 2010)

Les politiques nationales « keynésiennes » de sauvetage des banques en 2007-2008 et de soutien aux groupes capitalistes en 2008-2009 ont limité la destruction du capital et relancé la spéculation mondiale sur les matières premières, d'actions et de produits financiers dérivés (ceux qui ont déclenché la dernière crise financière). Les banques centrales prêtent à un « taux directeur » dérisoire à leurs groupes bancaires (la Banque centrale européenne à 1 %, la Banque d'Angleterre à 0,5 %, la Réserve fédérale américaine à 0,25 %, la Banque du Japon à 0,1 %...). Grâce à de tels taux d'intérêt, les banques peuvent prêter aux États à plus de 2 % pour les mieux notés (bien plus pour les autres comme la Grèce) et les sociétés d'investissement peuvent spéculer aisément.

Le PIB n'augmente que faiblement dans l'Union européenne et les États-Unis. Le chômage n'y baisse pas. La croissance mondiale est surtout portée par quelques « pays émergents » (Chine, Brésil, Inde...).

La crise précipite les changements entre les fractions nationales du capitalisme mondial. La Chine émerge comme puissance impérialiste, alors que le déclin de l'impérialisme américain s'accentue et que l'Union européenne est ébranlée. La Belgique, où siègent ses institutions politiques, est menacée d'éclatement. L'Allemagne reprend la première place en Europe à l'effroi de l'impérialisme britannique et de l'impérialisme français. À l'est du continent, la Russie capitaliste tente de reprendre le contrôle de sa périphérie au détriment de l'Union européenne minée par la crise mondiale et ses divisions.

La « guerre des monnaies » des États-Unis et de l'UE contre la Chine, la multiplication de mesures protectionnistes sont des signes annonciateurs des conflits inter-impérialistes dangereux pour l'humanité .

La classe ouvrière fait les frais d'un renforcement de l'exploitation. Faute d'une direction révolutionnaire capable de mener le combat contre la bourgeoise et de renverser le capitalisme en décadence, elle conti-

## Révolution Socialiste n° 33


Éditorial p. 2
Tracts p. 8
Interventions p. 10
Roms p. 14
Haïti p. 16
États-Unis p. 22
Grèce p. 24
Cuba p. 29
Autriche p. 34
Appel des 44 p. 36
Brochures p. 28
Abonnement p. 33

www.revolution-socialiste.info

nue à reculer face aux offensives de la bourgeoise. Une défaite très grave serait la restauration du capitalisme qu'a décidée la bureaucratie étatique à Cuba, un pays qui avait défié l'impérialisme et montré l'exemple, en Amérique, de l'expropriation du capital et la collectivisation de l'économie.

## À travers toute l'Europe, la xénophobie et l'austérité

L'Europe capitaliste combine les effets de la crise mondiale et la poursuite d'un déclin séculaire que seule l'unification socialiste pourrait enrayer. En tant que maillon faible de l'impérialisme, les États d'Europe du Sud ont été particulièrement attaqués par les capitalistes de la finance et se sont trouvés en crise d'endettement.

La suspicion est d'ailleurs de mise au sein de la zone euro.

> *Il faut mettre en œuvre des mécanismes qui permettraient l'exclusion d'un membre de la zone euro.* (Jan Pociatek, Ministre slovaque des finances, *Le Temps*, 7 mai 2010)

> *La Finlande a réclamé vendredi que les nouvelles sanctions à l'étude pour renforcer la discipline budgétaire dans l'UE soient déclenchées de manière « automatique » pour redonner de la crédibilité au dispositif.* (*AFP*, 2 juillet 2010)

> *Les deux pays* [Allemagne et France] *prônent également des « sanctions politiques » au sein de l'UE en cas de déficit excessif.* (*Les Échos*, 21 juillet 2010)

Sous prétexte de réduire leur déficit et leur endettement, crées par le refus des capitalistes de payer des impôts et aggravés par le sauvetage étatique des groupes bancaires et des groupes automobiles, les gouvernements des États membres de l'Union européenne ont lancé chacun une offensive contre les travailleurs de leur pays. La Grèce n'était qu'un prélude, un modèle à suivre pour faire payer la crise aux travailleurs :

> *Dans sa grande majorité, l'Union européenne vit au -dessus de ses moyens... Nombreux Européens en sont venus à penser que la retraite précoce, la santé publique gratuite et la générosité des allocations chômage sont des droits fondamentaux* (*Financial Times*, 12 mai 2010)

Sarkozy s'en prend de nouveau à la « valeur de non travail » des Français. Par là, il ne parle pas de la famille Bettencourt, de ses amis de Neuilly et de la classe qui vit du travail d'autrui, mais de la prétendue paresse des prolétaires.

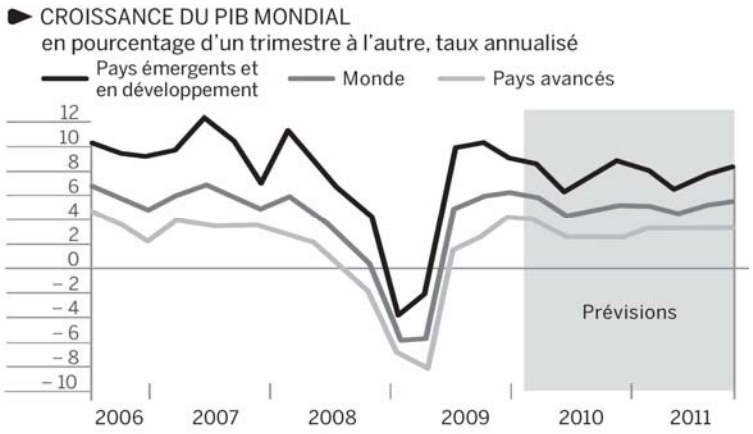
Parallèlement, Sarkozy accentue la chasse aux immigrés, en particulier tziganes. Partout, la xénophobie et le racisme se répandent, tant la bourgeoisie a besoin de victimes expiatoires aux maux grandissants que provoque le capitalisme décadent aux travailleurs, aux peuples, à l'environnement. Des partis fascisants émergent sur la base de la haine des Pakistanais, des Arabes, des Turcs ou des Roms, et les partis bourgeois « démocratiques » ne s'en différencient guère.

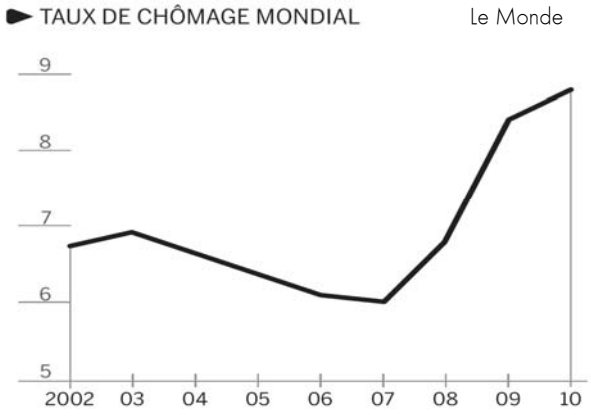
La convergence des politiques suivies pour restaurer le taux de profit est frappante, que ce soit au sein des vieux pays capitalistes depuis longtemps membres de l'UE ou dans les pays où le capitalisme a été restauré voici vingt ans . Et quelle que soit la composition politique des gouvernements, qu'ils soient formés de vieux partis bourgeois, de partis bourgeois « écologistes » (c'est le cas en Irlande) ou de partis ouvriers bourgeois.

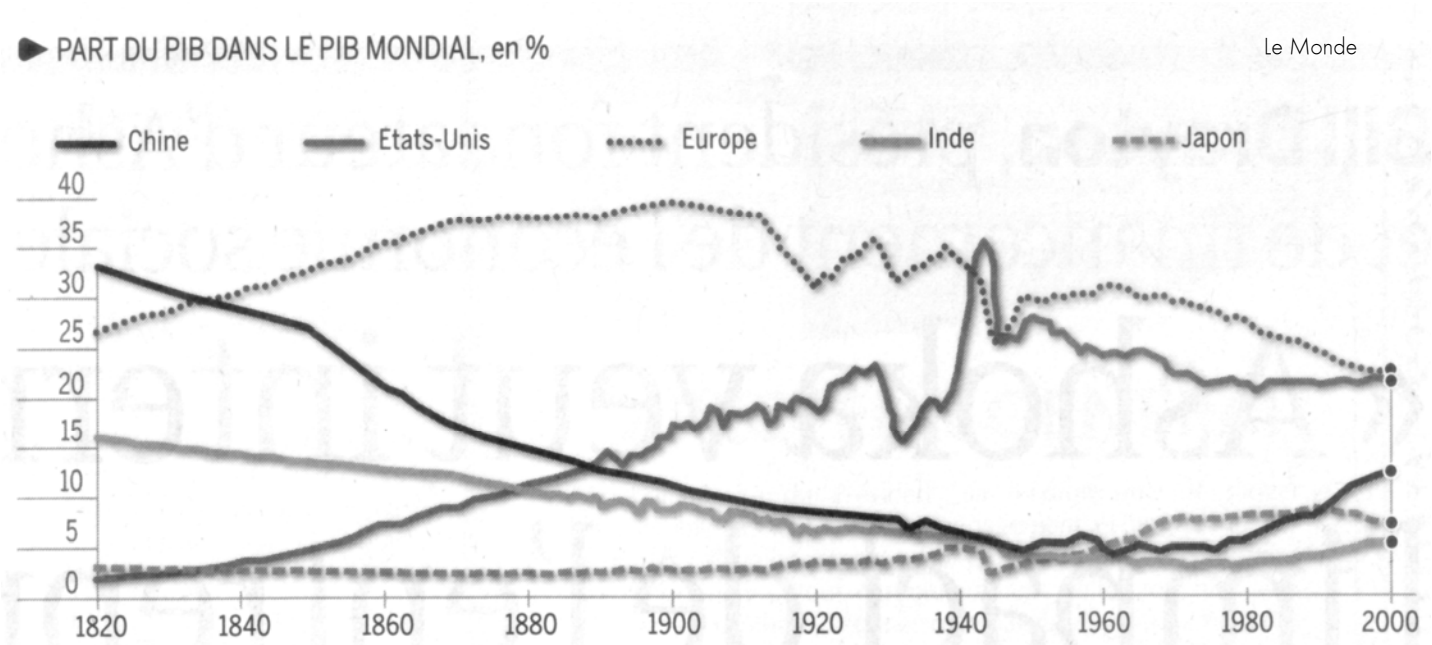
## Les partis bourgeois réactionnaires et les partis « réformistes » mènent la même offensive

Le cas britannique est particulièrement édifiant. La politique capitaliste et impérialiste des gouvernements Blair et Brown du Parti travailliste (le parti traditionnel de la classe ouvrière, qui est bourgeois depuis sa naissance par son programme et sa politique), a conduit à une cuisante défaite lors des dernières élections, en mai. Il en a résulté un gouvernement d'entente entre les deux principaux partis bourgeois, le Parti conservateur et le Parti libéral démocrate. Celui-ci est issu de la fusion du vieux Parti libéral et d'une scission du Parti travailliste, elle-même rejointe par une fraction significative de l'ex-Parti communiste de Grande-Bretagne.

Le gouvernement de coalition amplifie l'attaque contre la classe ouvrière avec un programme intitulé modestement « Big Society » (grande société), que






Cameron, le nouveau Premier ministre, présente, de manière à peine voilée, comme une offensive contre les pauvres, accusés d'avoir un *« style de vie consistant à rester assis à attendre les subsides publics »* (*Les Echos*, 16 septembre 2010). 100 milliards de livres (environ 115 milliards d'euros) de coupes dans le secteur public et 725 000 suppressions d'emplois sont prévues sur cinq ans. Il s'agirait *« de la plus importante réduction de dépenses publiques dans le monde à l'époque moderne »* (*The Sun*, 5 juillet 2010), avec une réduction de 25 % des budgets des ministères. L'investissement public chuterait d'un tiers d'ici 2014. Cela consiste, outre une augmentation de la TVA de 17,5 à 20 %, en une diminution de 40 % des aides au logement, une réduction de 6 % du financement du NHS (système national de santé), une privatisation (*« dénationalisation »*, *Les Échos*, 23 septembre) de 75 % du système de soins, le relèvement de 65 à 66 ans de l'âge légal de départ à la retraite, dans l'optique de le supprimer.

En Grèce, le gouvernement PASOK (« socialiste ») a engagé un plan de privatisations massif. Il envisage de supprimer les 13e et 14e mois de salaires des fonctionnaires, de diminuer leurs primes de 8 %, (elles ont déjà été diminuées de 12 % en mars), d'augmenter la TVA de 19 à 23 %, de relever le nombre d'annuités de cotisations pour la retraite de 37 à 40. La retraite mensuelle élémentaire versée par l'État devrait être amputée de 10 % en passant de 400 euros à 360 euros.

> *Les mesures à effet immédiat sont le relèvement du taux principal de TVA de deux points, la hausse des taxes sur le pétrole, le tabac et l'alcool, les réductions supplémentaires des salaires de la fonction publique et les réductions des retraites.* (Communiqué du gouvernement, 4 mai 2010)

En Espagne, le gouvernement PSOE (« socialiste ») de Zapatero « s'*est fermement engagé à réduire le déficit public et à suivre l'austérité maximum durant cette étape* » (*Les Echos*, 24 mars). Il s'agit notamment de geler l'embauche de fonctionnaires et de remplacer un fonctionnaire sur dix, de diminuer de 5 % les salaires des fonctionnaires, de reculer l'âge légal de départ à la retraite de 65 à 67 ans, de geler les pensions de retraites, de supprimer 29 entreprises publiques (sur 106), de réduire de 1,5 milliard les dépenses de santé, de 600 millions l'aide au développement, d'augmenter la TVA de 16 à 18 %, de geler des travaux d'infrastructure (routes, chemins de fer)...

En Italie, où le pouvoir d'achat en 2009 était inférieur à celui de 2000, le gouvernement Berlusconi à la tête de la coalition PDL-LDN va supprimer 400 000 emplois dans le secteur public, avec le remplacement d'un départ à la retraite sur cinq, avec le gel des salaires, et même la réduction pour certains.

Au Portugal, le gouvernement PSP (« socialiste ») de Sócrates a annoncé que *« jusqu'en 2013, les hausses des salaires des fonctionnaires, gelés en 2009, resteront inférieures à l'inflation »* (*Libération*, 8 mars). 73 000 postes de fonctionnaires seront supprimés en quatre ans. La TVA devrait également augmenter d'un point. Il a également annoncé la fermeture de 900 écoles. En revanche, l'impôt sur les sociétés va diminuer de 28 à 24 %.

En Allemagne, le gouvernement Merkel de coalition CDU-FDP décide de supprimer des allocations sociales aux chômeurs, aux bénéficiaires de l'aide au logement... Il vise à réduire de 10 000 à 15 000 le nombre d'emplois dans la fonction publique d'ici 2014.

En Roumanie, le gouvernement Boc de coalition PDL -UDMR va réduire les salaires des fonctionnaires, de 25 %, 54 000 emplois seront supprimés dans les administrations locales, la TVA sera augmentée de 19 à 24 %, 150 des 400 hôpitaux seront fermés.

Au Danemark, le gouvernement Rasmussen de coalition V-DL-KF envisage de réduire sensiblement les dépenses sociales, en particulier les allocations chômage et les allocations familiales Le dirigeant du

Parti social-démocrate, dans l'opposition, incite les travailleurs à accepter une hausse d'une heure de leur durée de travail hebdomadaire.

Aux Pays-Bas le gouvernement Rutte de coalition WD -CDA soutenu par le parti fascisant PW, reporte l'âge légal de départ à la retraite à 67 ans.

En Irlande, le gouvernement Cowen de coalition FF-Green Party va encore baisser les salaires de 5 % dans le secteur public cette année, alors qu'ils avaient déjà diminué en 2009 de 5 à 15 %. Les primes ont été supprimées, les embauches ont été gelées, les départs à la retraite ne sont pas remplacés.

En Hongrie, le gouvernement Orban du Parti Fidesz va geler les salaires de la fonction publique pendant deux ans. Le 13e mois des fonctionnaires et des retraités sera supprimé. L'impôt sur le revenu des personnes physiques ne sera plus progressif (16 % pour tous, riches ou pauvres) alors que l'impôt sur les sociétés va diminuer de 19 à 10 %.

En République tchèque, le gouvernement Klaus de coalition ODS-Top09-W, abaissera les salaires des employés d'État de près de 10 % à partir de 2011, les allocations familiales et les allocations pour handicapés seront significativement réduites Des frais d'inscription seront introduits à l'université à partir de 2013.

En Lettonie, le gouvernement Dombrovskis de coalition va amputer les salaires de 20 % dans le service public et le niveau des retraites de 10 %.

En Slovaquie, le gouvernement de coalition Radicova réduit la fiscalité directe qui pèse surtout sur les riches (un taux d'impôt unique de 19 % sera instauré) et augmente la fiscalité indirecte qui près plus sur les pauvres (TVA)...

## La complicité des bureaucraties syndicales

Partout, ces mesures sont prises avec l'aval des directions syndicales ,quelle que soit la couleur affichée des gouvernements.

Le soutien est parfois explicite, comme en Grande-Bretagne :

> *Nous accueillons favorablement la levée de l'âge à la retraite d'office* . (Brendan Barber, secrétaire général du TUC, *AFP*, 24 juin 2010)
>
> *Les syndicats ne vont pas appeler à la grève cet automne,* a *promis un dirigeant de Unite. (Les Échos,* 19 août 2010).

En Italie, la direction de la CGIL fait des propositions au gouvernement, dont elle juge que les mesures ne sont pas suffisantes pour stimuler *« l'économie, l'investissement et surtout l'emploi des jeunes »*.

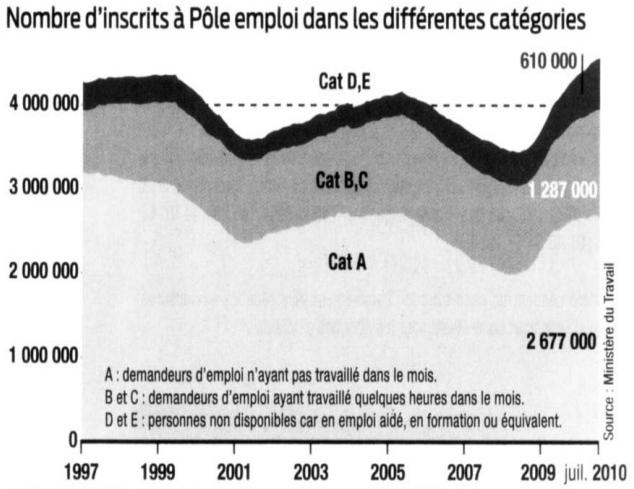
En Irlande, les directions syndicales, le gouvernement et le patronat ont signé, le 31 mars, un accord interdisant les grèves jusqu'en 2014.

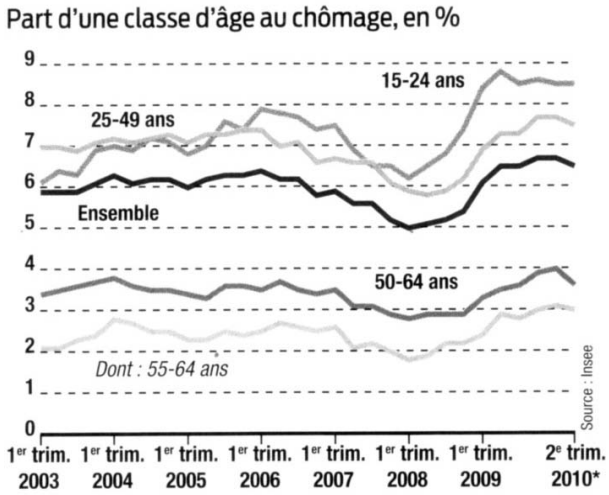
Le soutien est plus souvent implicite, en abandonnant les revendications ouvrières, en invoquant l'« intérêt national », en dispersant l'énergie dans des « journées d'action », dont la fonction est d'empêcher au Portugal, en Grèce, en Espagne, en France la grève générale.

## En France, l'attaque en cours porte d'abord sur les retraites

Le 16 juin, le gouvernement Sarkozy-Fillon annonce que l'âge légal de la retraite, jusqu'alors fixé à 60 ans, sera relevé à 62 ans dès 2018 (à raison de 4 mois de plus par an). L'âge du départ sans décote devrait être décalé de 65 à 67 ans, la mesure pesant à 85 % sur les salariés. Elle est servie avec l'argument fallacieux de la démographie, qui omet les gains de productivité. Il 'agit du refus des patrons de payer le salaire différé. la hausse de la productivité compense largement le rapport actifs-inactifs.

Cette attaque prolonge l'offensive préparée par le gouvernement Rocard et engagée par le gouvernement Balladur en 1993 contre les travailleurs des entreprises privées : la durée de cotisation nécessaire pour une retraite à taux plein avait alors été prolongée de 37,5 à 40 annuités, le calcul du salaire de réfé-



rence servant au calcul de la retraite passait des 10 aux 25 meilleures années, et le montant des retraites n'était plus indexé sur les salaires mais sur les prix, ce qui lui était défavorable.

Entre 1994 et 1996, le patronat faisait subir aux retraites complémentaires du secteur privé une régression de même ampleur que celle qui avait été imposée précédemment aux retraites de base, si bien que les réformes de 1993 et 1994-1996 étaient censées conduire à une diminution de 20 points (de 78 % à 58 % du salaire moyen net) de la retraite moyenne des salariés du secteur privé, entre 1996 et 2030.

Puis en 2003, la contre-réforme Fillon imposait aux fonctionnaires de devoir cotiser 40 ans pour pouvoir bénéficier d'une retraite de base à taux plein.

En 2007, les salariés des « régimes spéciaux » furent à leur tour visés.

Il s'agit d'une offensive contre le salaire différé, contre la valeur de la force de travail. En 2009, l'âge moyen de départ de départ effectif à la retraite était déjà de 61 ans ½ (CNAV, 31 décembre 2009).

## S'il gagne contre les retraites, le gouvernement assènera de nouveaux coups

En même temps qu'il s'en prend aux retraites, le gouvernement mène une guerre de plus en plus ouverte aux pauvres des banlieues, persécute les immigrés en général et les Roms en particulier.

Le projet de budget de l'État pour 2011 est déjà prêt. Il prévoit le gel du salaire des fonctionnaires et 31 638 suppressions de postes de fonctionnaires supplémentaires. 100 000 postes seraient supprimés dans les trois ans à venir, si bien que la masse salariale de l'État baisserait alors pour la première fois en 2012.

Des chefs du PS approuvent ouvertement :

> *Il aurait fallu faire, depuis trois ans, de vraies réformes de structures courageuses au lieu de laisser déraper les déficits.* (Ségolène Royal, *Les Échos*, 29 septembre 2010)

En outre, le gouvernement prépare le budget 2010 de la Sécu. Un plan d'économies de 2,4 milliards d'euros est prévu pour l'assurance-maladie. Les médicaments dont le service médical rendu est considéré comme « modéré » verront leur taux de remboursement par la Sécurité sociale passer de 35 % à 30 %. La prise en charge des frais d'hospitalisation sera réduite. Aujourd'hui, le patient s'acquitte d'un ticket modérateur de 20 % sur les actes jusqu'à 91 euros. Au-delà, il paie un forfait de 18 euros. Ce seuil, qui n'avait pas été modifié depuis 1992, sera relevé de 91 à 120 euros. Les frais de transport ne seront plus systématiquement remboursés à 100 %... La rétroactivité de trois mois pour un allocataire d'une aide au logement va être supprimée. La prestation d'accueil du jeune enfant ne sera plus versée à compter du jour de la naissance mais à compter du mois suivant...

## Assez de « journées d'action » symboliques, de « grèves reconductibles » dispersées : Tous ensemble ! Grève générale !

Les partis d'origine ouvrière soit expriment leur accord avec le gouvernement, soit lui demandent de discuter, pour camoufler leur accord. Début 2010, le Parti « socialiste » apporte son soutien au gouvernement :

> *On doit aller très certainement, on va aller très certainement vers 61 ans ou 62 ans* . (Martine Aubry, *RTL*, 17 janvier 2010)

> *Il n'y a pas de sujet de tabou, pas plus celui de l'âge que d'autres »* (Marisol Touraine, secrétaire nationale du PS, *Les Echos*, 20 janvier 2010)

Quant au Parti « communiste français », il ne condamne pas le projet du gouvernement mais son *« objectif d'empêcher l'indispensable débat public et citoyen »* (PCF, *Communiqué*, 17 mai) et son *« calendrier scandaleux. »* (Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, *RTL*, 16 juin). Pour son allié, le Parti de gauche fondé par Mélanchon (qui fut membre du gouvernement Jospin avec l'ancienne secrétaire du PCF, Buffet), pas besoin de lutte de classe, il suffirait d'un *« referendum qui serait une issue démocratique et pacifique au conflit en cours sur les retraites »* (PdG, *Tract*, 21 septembre).

Pour le NPA, *« la question des retraites est un choix de répartition des richesses »*. (*Communiqué*, 26 mars ). Un « choix, » vraiment ? Il s'agit plutôt du résultat de la lutte entre les classes, la classe bourgeoise s'efforçant de renforcer l'exploitation et la classe ouvrière de la limiter.

> *Le capitaliste et l'ouvrier n'ayant à se partager qu'une valeur mesurée par le travail total de l'ouvrier, plus l'un recevra, moins recevra l'autre, et inversement.* (Karl Marx, *Salaire, prix et profit*, 1865, GB, p. 37)

Les pensions entrent dans la valeur de la force de travail et les capitalistes refusent de payer pour cela.

> *Comme il est plus facile d'abaisser ces charges payées par les entreprises que les salaires directs, c'est là que la bourgeoisie a décidé d'abaisser le coût salarial.* (Tom Thomas, *La Crise*, Contradictions, 2009, p. 90)

Le PS, le PCF, le PdG, le NPA, LO, le POI... appuient depuis des mois les « journées d'action » des bureaucraties syndicales et maintenant leurs « grèves reconductibles » département par département, entreprise par entreprise, site par site.

> *Les manifestations du samedi 2 ont mobilisé au moins autant de manifestants que les précédentes. Elles ont permis d'associer les familles et ceux qui ne sont pas encore prêts à se mettre en grève. Elles préparent l'étape suivante, le mardi 12 octobre.* (*Lutte Ouvrière*, 4 octobre 2010)

Les directions syndicales ont ainsi les mains libres pour tenter de négocier le projet du pouvoir :

> *Nous avons demandé... que le gouvernement programme une réunion avec l'ensemble des acteurs autour d'une même table, à savoir syndicats de salariés et organisations patronales.* (Bernard Thibault, *Les Échos*, 12 avril 2010)

> *Il faudra une suite si cela ne suffit pas pour que le gouvernement suspende son projet sur les retraites et rouvre des discussions.* (Jean-Claude Mailly, *Libération*, 23 septembre 2010)

Il n'est pas question pour elles d'affronter Sarkozy et son gouvernement :

> *Le secrétaire général de la CGT refuse... de réclamer le retrait du projet de réforme, estimant qu'il faut « des mesures » pour assurer l'équilibre financier des régimes. « Je refuse qu'on s'inscrive dans une stratégie du tout ou rien, affirme-t-il. Parler de grève générale, c'est une stupidité. »* (*Le Monde*, 9 juillet 2010)

> *Nous n'avons jamais appelé à la grève générale. Nous défendons une grande journée de grève nationale, plus à même de peser selon nous, et après, le terrain décidera d'éventuels mouvements reconductibles... Il faut une réforme des retraites mais pas celle-là.* (Mailly, *Les Echos*, 21 septembre 2010)

Au contraire, dans une lettre datée du 9 septembre, les directions confédérales se plaignent une nouvelle fois :

> *Le calendrier précipité ne permet pas d'être entendus... au nom des salariés, elles demandent solennellement au gouvernement d'entendre leur point de vue... dans la perspective de définir un ensemble de mesures justes et efficaces pour assurer la pérennité du système de retraites par répartition.*

Le calendrier fixé par Sarkozy, Fillon et Woerth est parfaitement respecté. Le projet a été adopté le 15 septembre à l'Assemblée nationale. Il va l'être par le Sénat.

Les travailleurs rejettent la politique de Sarkozy contre les retraites, ils ont maintes fois exprimé ce rejet ; les manifestations du 7 septembre, du 23 septembre et du 2 octobre ont été massives. Qu'ont fait les dirigeants des syndicats des millions de grévistes et de manifestants ? Rien, parce qu'ils refusent de mettre en danger le gouvernement, les directions confédérales s'arc-boutent contre la grève générale.

Aux travailleurs qui veulent en découdre, elles donnent à ronger les grèves reconductibles, département par département, entreprise par entreprise, lieu de travail par lieu de travail, pour émietter la force du prolétariat et le démoraliser.

## Les syndicats doivent servir aux travailleurs : front unique pour arracher l'abrogation de la loi Sarkozy-Woerth !

Contre la duperie des appels à un référendum Sarkozy sur les retraites, contre tous les réformistes qui prêchent de ne pas toucher à Sarkozy et sa politique avant 2012, contre ceux qui veulent participer à un nouveau gouvernement de « front populaire »- « union de la gauche » -«gauche plurielle » qui sauvera les profits, mènera l'austérité, renforcera la police et expulsera les immigrés, il faut regrouper.

Contre le sabotage des luttes, pour contraindre les directions syndicales à appeler à la grève générale jusqu'au retrait du projet contre les retraites, pour le contrôle des luttes par les travailleurs et les jeunes, il n'est d'autre voie que le combat organisé au sein des syndicats et au-delà des syndicats, sur les lieux de travail et d'études.

Pour l'interdiction des licenciements, pour la réduction du temps de travail, pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, pour l'abolition des lois xénophobes, pour le droit à la santé et à l'instruction, il n'est d'autre voie que le combat organisé au sein des syndicats et, au-delà des syndicats, sur les lieux de travail et d'études.

Il faut édifier le parti ouvrier révolutionnaire qui aidera à la grève générale, à l'auto-organisation, à l'élection et la centralisation de comités, à la destruction de l'État bourgeois, à l'établissement d'un gouvernement ouvrier, à la marche vers les États-Unis socialistes d'Europe.

11 octobre 2010

# Tract du 23 juin
# Grève générale pour arracher le retrait du projet Sarkozy-Woerth contre les retraites !

## Jeunes, vieux, femmes, hommes, tous les salariés sont touchés

Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Woerth continue à garantir les intérêts des capitalistes, des banquiers, des riches dont il est le fidèle serviteur. C'est à quoi se résume en réalité sa « réforme des retraites » ; il s'agit de lutte de classes : les exploiteurs et leurs agents veulent s'approprier une plus grande part des richesses (profits, intérêts, dividendes, « salaires » des PdG, parachutes dorés, retraites chapeau...) alors que ceux qui les produisent en obtiendraient une moindre part (les salaires directs des ouvriers, des employés, des techniciens... et aussi leurs pensions de retraite, les allocations chômage, les remboursements des soins qui sont une rétribution différée, indirecte, de la force de travail).

Les travailleurs produisent et transportent toutes les marchandises, font tourner tous les services : s'il manque de l'argent pour les retraites ou pour la santé, c'est que les patrons et les rentiers qui vivent grassement de la sueur du prolétariat ne paient pas assez. Les faire payer, voilà la « réforme juste ». Assez d'entendre que nous coûtons trop cher, que nous vivons trop vieux !

Les organisations syndicales et politiques qui disent représenter les travailleurs devraient revendiquer cela, au lieu de convenir qu'il y a un « problème de financement des régimes de retraite » à cause de « la démographie ». Le fait qu'il y ait 1 million d'agriculteurs aujourd'hui quand ils étaient 10 millions en 1945 signifie-t-il que la production est 10 fois moindre et qu'il faudrait s'alimenter moins ? Evidemment pas ! Dans tous les secteurs, les gains de productivité ont été considérables. Qui doit en profiter ? Voilà ce que la lutte entre les deux classes fondamentales de la société doit trancher.

## Comment se défendre ?

Le gouvernement, ses experts, les médias aux ordres assènent sans relâche qu'il n'y a pas d'autre solution que de travailler plus, plus intensément, plus longtemps, pour toucher moins en activité, au chômage ou en retraite. Le Conseil d'Orientation des Retraites participe à l'intox, depuis 2000, de diagnostic partagé en soutien aux attaques précédentes (en 2003 et 2007, 40 annuités pour les fonctionnaires et les travailleurs des entreprises publiques après ceux du privé lésés dès 1993, 41 annuités pour tous en 2012, mise en place de fonds de pension). Les dirigeants des confédérations et des fédérations syndicales CGT, FO, FSU, UNSA, CFDT, CFTC siègent (et pas gratuitement) dans le COR, ils collaborent aux rapports alarmistes qui préparent le terrain au gouvernement.

**Dirigeants des syndicats, quittez le COR ! Cessez de vous associer au gouvernement et au Medef !**

De même, que sont allés faire tous les représentants syndicaux dans les « sommets sociaux » convoqués par Sarkozy ? Que sont-ils allés faire, ainsi que le PS, le PdG et le PCF, dans les « concertations » avec Woerth ? Aucune travailleuse, aucun travailleur n'attendait autre chose que des coups de la part de ce gouvernement qui a permis les licenciements par centaines de milliers, allégé l'impôt des riches, prodigué les aides aux banques et aux groupes de l'automobile, multiplié les exonérations de cotisations sociales des patrons, entamé la privatisation de l'ANPE, de la Poste et de l'Université, durci les conditions de l'immigration, augmenté l'envoi de troupes en Afghanistan...

**Dirigeants des syndicats, rompez avec le gouvernement ! Exigez le retrait de sa « réforme des retraites » !**

Comment croire que les Thibault, Mailly et compagnie s'opposent vraiment aux 62 ans d'âge légal pour partir, alors qu'ils acceptent la « *négociation sur la pénibilité* », c'est-à-dire la définition des exceptions à la nouvelle règle ?

**Dirigeants des syndicats, refusez toute discussion du plan Sarkozy-Woerth de dégradation des retraites !**

Tous les syndicats, tous les partis qui briguent les voix des travailleurs aident Sarkozy en disant « qu'il faut réformer ». Les directions CGT et CFDT sont d'accord pour l'allongement de la durée de cotisation, la direction de FO est pour l'augmentation du montant des cotisations des salariés. Assez de cadeaux au capital ! Place à la défense des revendications conformes aux intérêts des prolétaires :

**Maintien des 60 ans (55 ans pour les travaux pénibles) ! Retour aux 37,5 annuités pour tous ! Suppression des décotes ! Indexation des pensions sur les salaires ! Prise en compte des périodes de chômage et de stage ! Calcul pour tous sur les 6 meilleurs mois !**

Le gouvernement pense avoir bien calculé son calendrier. Il mise sur l'émiettement habituel de la combativité que fabriquent les « journées d'action » de 24 heures appelées en intersyndicale ou chacun de son côté. Que se dresse devant lui la grève générale des travailleurs de ce pays et c'en sera fini de son arrogance, de ses prétentions à nous infliger un plan d'austérité supplémentaire en septembre. La responsabilité des dirigeants syndicaux qui continuent à discuter avec le gouvernement au lieu de l'isoler, qui décrètent les journées d'action au lieu d'appeler tous les salariés du privé et du public à la grève générale jusqu'au retrait du plan contre les retraites, leur responsabilité est entière.

# Tract du 22 septembre
# Dirigeants syndicaux, appelez à la grève générale pour battre Sarkozy et arracher le retrait !

### Grace à la concertation avec les dirigeants syndicaux et aux « journées d'action », le gouvernement poursuit son attaque contre les retraites

Rien n'a vraiment gêné le projet contre les retraites annoncé par Sarkozy aux chefs syndicaux, au Palais de l'Elysée, dès le 31 décembre (ce qui ne les a pas empêchés de boire ensuite du champagne avec lui). Rien n'a vraiment dérangé le calendrier annoncé par Woerth le 26 mars : consultation des « partenaires sociaux » de mars à mai, annonce du projet en juin, adoption par le Parlement en septembre.

Toutes les directions confédérales ont abandonné la revendication des 37,5 annuités. Toutes ont participé au « Conseil d'Orientation des Retraites » qui a remis au gouvernement des rapports le 14 avril et le 12 mai pour justifier la nouvelle attaque contre les retraites. Toutes les directions confédérales se sont rendues aux convocations de Sarkozy, à ses « sommets sociaux » le 15 janvier, le 15 février et le 11 mai. Toutes ont accepté de discuter avec Woerth, le 26 mars, le 12 avril, le 26 avril, le 4 mai, le 18 mai...

Parallèlement, les directions confédérales, avec le soutien de tous les partis réformistes et semi-réformistes (PS, PdG, PCF, NPA et LO) font appel à des diversions, à des « journées d'action » : le 23 mars, le 1er mai, le 27 mai, le 15 juin, le 24 juin, le 7 septembre, le 15 septembre, le 23 septembre... pour améliorer le projet.

### Le refus des sommets syndicaux et des partis d'origine ouvrière d'exiger le retrait du projet, de rompre avec Sarkozy, de l'affronter et de le vaincre

À l'Assemblée nationale, les députés du PS, du PdG et du PCF ont, eux aussi, réclamé un aménagement du projet gouvernemental, ce qui n'a évidemment pas empêché la majorité UMP d'adopter tel quel le projet de loi capitaliste le 15 septembre. Après ce simulacre, le PS demande de bien voter... en 2012, tandis que le PCF et le PdG sollicitent un référendum... auprès de Sarkozy.

Le 8 septembre, au moment où Thibault (CGT), Chérèque (CFDT), Olive (UNSA), Groison (FSU) et Coupé (SUD-Solidaires) ont décidé de convoquer à « des grèves » et « des manifestations » les 15 et 23 septembre, ils ont envoyé une supplique « au président, au premier ministre, aux membres du gouvernement, aux députés et aux sénateurs », pour s'accorder avec eux :

> *Au nom des salariés, nous vous demandons solennellement d'entendre le point de vue des organisations syndicales dans la perspective de définir un ensemble de mesures justes et efficaces...*

Comme si les amis de Bettencourt, Tapie, Bouygues, Pinault, Lagardère, Dassault, etc. allaient œuvrer pour les travailleurs, au moment où ils étranglent les hôpitaux et l'école publique, mènent une honteuse chasse aux Roms, préparent un budget d'austérité et mettent la dernière main à leur loi contre nos retraites.

Thibault, sentant le mécontentement de la base monter contre cette orientation conciliatrice et les journées d'action impuissantes, envisage de canaliser la frange combattive dans des « grèves reconductibles » site par site, isolées les unes des autres (interview au *Monde* du 10 septembre).

### Assez de «propositions » à Sarkozy, assez de concertations avec Sarkozy et Woerth, assez de « journées d'action » impuissantes et de « grèves reconductibles » dispersées, grève générale jusqu'au retrait !

Le temps presse. Les travailleurs doivent s'organiser pour empêcher une nouvelle défaite, qui n'a rien de fatale. Dans l'immédiat, il faut s'organiser, se regrouper pour exiger, dans chaque réunion syndicale, dans chaque assemblée générale, que les organisations qui parlent au nom des salariés cessent d'amender le projet et appellent dans l'unité à la grève générale jusqu'à son retrait.

**Dirigeants de la CGT, de FO, de la FSU, de Solidaires, de l'UNSA, cessez toute discussion avec le gouvernement et quittez le Conseil d'Orientation des Retraites !**

**Dirigeants de la CGT, de FO, de la FSU, de Solidaires, de l'UNSA, appelez à la grève générale jusqu'au retrait de la loi Sarkozy-Woerth !**

# Congrès du Snuipp-FSU des Hauts de Seine 6 mai 2010

## Intervention

Camarades,

Notre congrès se tient 3 ans après l'élection de Sarkozy à la présidence de la 5e République. Pendant 3 ans, son gouvernement a attaqué les acquis des travailleurs et des travailleuses, les conquêtes arrachée par la lutte de classes. Le gouvernement Sarkozy-Fillon a, par contre, aidé les plus riches et les capitalistes et fait payer la crise du mode de production capitaliste aux salariés.

Le gouvernement Sarkozy va s'en prendre à nos retraites, tout le monde le sait. Il veut réduire le salaire différé que nous touchons par les cotisations patronales versées dans les caisses de la Sécurité sociale. Pour le compte des capitalistes, il veut augmenter l'exploitation en réduisant cette part de nos salaires.

Il poursuit la politique de ses prédécesseurs :

- En 1982, le gouvernement Mitterrand-Mauroy bloque salaires et retraites
- En 1993, Balladur fait passer les retraites du privé à 40 annuités calculées sur les 25 dernières années (au lieu des 10)
- En 1995, Juppé recule devant la résistance sur les « régimes spéciaux » mais il parvient à modifier le régime général de la Sécurité sociale dont le budget est voté par le parlement depuis cette date.
- En 2000, le gouvernement dirigé par Jospin crée le COR, arme de destruction massive des retraites
- En 2003, Chirac et Fillon attaquent les retraites de tous en faisant passer les fonctionnaires à 40 annuités et tout le monde à 41 en 2010. La résistance est massive mais toutes les directions syndicales refusent d'appeler à la grève générale. Le coup passe.
- En 2007, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Bertrand s'en prend aux travailleurs des entreprises publiques. Pas aux « régimes spéciaux » des policiers et des militaires, bien sûr. La résistance est importante, mais les directions syndicales, avec l'aide de la LCR et de LO, refusent d'appeler à la grève générale. La direction Thibault de la CGT saborde le mouvement à la SNCF en acceptant, la veille de la grève, de discuter le plan du gouvernement entreprise par entreprise.

La cause de ces attaques permanentes n'est pas à chercher dans le « trou de la Sécu », car le total des déficits de tous les régimes reste dérisoire par rapport à celui de l'État (dette de toute la Sécu, dont la retraite n'est qu'une part : 141 milliards ; de l'État : 1 158 milliards). Le déficit de la protection sociale est organisé par le refus d'augmenter les cotisations patronales et par la multiplication des exemptions pendant que les « parachutes dorés » ou la retraite des ministres et des présidents sont maintenues.

À chaque fois, Sarkozy utilise l'association des organisations syndicales pour faire passer ses plans. C'est tellement nécessaire qu'il les a saluées pour leur « sens des responsabilités » lors des vœux de début d'année :

*Notre pays ne s'est pas déchiré parce que nous avons agi vite, ensemble, avec un sens aigu des responsabilités qui sont les nôtres... Au lieu de souffler sur les braises, chacun a eu a coeur de trouver des solutions* (Sarkozy, *Le Monde*, 17 et 18 janvier 2010)

Deux exemples pour illustrer cette citation : la formation des maîtres, les retraites.

Premièrement, la formation des maîtres que le gouvernement a fait passer malgré la grève dans les universités mais avec plusieurs mois de négociations et concertations qui ont abouti au décret de juillet dernier.

La nouvelle formation des maîtres doit permettre de ne plus les payer au niveau bac+4, de lier leur diplôme universitaire au concours, de réduire très largement les formations pédagogiques que les IUFM per-

mettaient. Plus question d'apprendre son métier dans un collectif capable de s'approprier les acquis et l'histoire de sa profession, de s'organiser, de revendiquer.

Les jeunes enseignants seront surtout poussés à reproduire, à obéir. Place au « *compagnonnage* » du stagiaire avec un enseignant et un seul : il s'agit de parer au plus pressé, d'apprendre des techniques, des gestes. C'est la « formation » sur le tas, avant la prise de responsabilité d'une classe dès novembre. Les nouveaux recrutés, comme les élèves, sont sacrifiés.

Enfin, les étudiants seront des remplaçants en puissance pour précariser notre métier tandis que les statuts de professeurs des écoles (et les salaires) ne seront pas les mêmes selon la date d'entrée dans l'enseignement. C'est d'ailleurs ce que vient de faire Chatel en augmentant les salaires des plus jeunes et de ceux qui débutent cette année.

Second exemple, les retraites, bien sûr.

Le « *diagnostic* » du Conseil d'orientation des retraites est arrivé en avril. Il est « *partagé* » car les représentants des syndicats (CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, UNSA, FSU) siègent au COR aux côtés du patronat et des « experts » de la bourgeoisie (tous ces gens auront de bonnes retraites, eux). Sur cette base, Sarkozy prévoit d'obliger de travailler jusqu'à 63 ans et toutes les directions syndicales acceptent de discuter de cela avec Woerth. Le premier remède contre l'attaque est de quitter le COR, d'autant que depuis sa fondation par le gouvernement Jospin il a toujours servi les réformes contre les travailleurs.

La deuxième chose à faire est d'organiser la lutte pour battre le gouvernement. Comment faire ? D'abord en quittant le COR et en cessant de discuter avec Woerth et Sarkozy car il ne peut en sortir que des attaques contre nos retraites.

Ensuite, en menant le combat pour le battre et non des «journées d'action » qui n'avancent aucune revendication comme celles du 23 mars, du 1er mai ou la prochaine.

En rompant avec le gouvernement, en l'affrontant, il est possible de battre Sarkozy d'arracher le retour aux 37,5 annuités pour tous, pour le maintien du départ à 60 ans, pour le calcul sur les 6 derniers mois de salaires pour tous. C'est pourquoi je propose au congrès de voter la motion suivante :

## Motion

Le congrès du Snuipp-FSU des Hauts-de-Seine, tenu le 6 mai 2010 à Nanterre, se prononce contre toute collaboration syndicale avec le gouvernement et le patronat. Pour cela, le congrès demande à la FSU et à l'ensemble des confédérations syndicales de quitter le COR, de rompre avec Sarkozy-Fillon et de former un front uni pour faire échouer l'attaque contre les retraites.

Les grèves de 24 heures à répétition sans revendication épuisent la mobilisation et protègent le gouvernement. Le congrès Snuipp-FSU des Hauts-de-Seine appelle donc la direction nationale du Snuipp ainsi que toutes les directions des confédérations syndicales d'organiser la riposte, appelle à la grève générale pour bloquer le projet de loi contre les retraites sur les mots d'ordre suivants :

Maintien des 60 ans (55 ans pour les travaux pénibles) !

Indexation des pensions sur les salaires !

Retour aux 37,5 annuités pour tous et prise en compte des périodes de chômage et de stage !

Calcul pour tous sur les 6 meilleurs mois !

Vote : 2 pour, 22 contre, 4 abstentions, 1 NPPV

[Les militants PCF, LO et LCR ont voté contre. Le militant du GCPOR a refusé de voter pour.]

# La solidarité et la mobilisation collective peuvent freiner la chasse aux immigrés

Un étudiant ivoirien titulaire d'un master en droit et préparant une thèse de doctorat, reçut en mars dernier un arrêté d'expulsion, pour lequel son appel fut rejeté le 8 juillet. Le 23 juillet, la police de Sarkozy l'arrêta comme un malfaiteur à son domicile et l'emprisonna au Centre de rétention administrative de Metz. Heureusement, un enseignant de son université, informé, put alerter les militants de l'Est de Réseau éducation sans frontières. Grâce à RESF, il put bénéficier d'un soutien moral et judiciaire, car il avait eu, comme tant d'autres immigrés qui tentent des démarches administratives et judiciaires, la malchance d'avoir un avocat peu scrupuleux qui ne bougea pas le petit doigt pour l'aider.

Il est alors apparu que « l'immigration choisie » chère à Sarkozy fit naître une contradiction entre le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche de Pécresse et le Ministère de l'immigration de Besson, puisque, contactée par un universitaire de son établissement de recherche, la secrétaire particulière de Pécresse affirma vouloir empêcher l'expulsion de ce doctorant, certainement en raison de son niveau de qualification élevé. Entretemps, sa compagne, enceinte de plusieurs mois, avait obtenu et envoyé au Ministère de l'enseignement supérieur des lettres de soutien de la part de plusieurs enseignants et de la direction de son université, dont le tribunal administratif n'avait pas été informé.

Pourtant, le dimanche 25 au matin, après deux nuits de rétention à Metz, il était transféré à l'aéroport de Roissy – Charles de Gaulle pour embarquer dans le vol de 13 h 50 pour Abidjan. Avertis par des enseignants de son université, RESF 75 avait entretemps organisé une manifestation à l'aéroport. L'étudiant refusa de monter dans l'avion, fut conduit au juge des libertés et relâché par celui-ci. Il poursuit aujourd'hui ses études et son combat pour obtenir sa régularisation.

# Assemblée générale du syndicat CGT PTT de Loire atlantique, 11 juin 2010

## Intervention

Camarades,

Depuis plus de deux siècles, la classe ouvrière se bat pour limiter l'exploitation capitaliste. Le plus haut niveau de ce combat a été atteint en 1917 en Russie avec la prise du pouvoir par le prolétariat et l'expropriation du capital. En France, après la seconde guerre mondiale, face à un prolétariat en armes, une bourgeoisie débile et sans appareil d'Etat, à dû faire d'énormes concessions, pour ne pas risquer de tout perdre, et accepter la mise en place de la Sécurité sociale. Il ne s'agissait pas simplement de structures nouvelles de prise en charge des travailleurs malades ou âgés et de leurs familles mais d'une augmentation considérable de la valeur de la force de travail, c'est à dire d'une augmentation du salaire global : salaire direct plus salaire différé (c'est à dire de ce que doit débourser un patron pour exploiter un salarié).

Depuis lors, la classe capitaliste française et son appareil d'Etat reconstruit n'ont eu de cesse de remettre en cause ces acquis. Comme toutes les bourgeoisies du monde, tant qu'elle n'aura pas été renversée, la bourgeoisie de ce pays combattra pour accroître ses profits, son taux de profit face à ses concurrents internationaux et pour cela elle fera tout pour faire baisser la valeur de la force de travail.

C'est là qu'il faut chercher la raison fondamentale des attaques déclenchées en 1993, poursuivies en 1996, 2003 et 2007 et celle qui se prépare aujourd'hui contre les retraites et la Sécu en général.

De là découle que l'objectif premier d'un syndicat ouvrier ce devrait être de défendre les acquis sans lesquels il ne peut y avoir de nouvelles avancées et de combattre pour maintenir la valeur de notre force de travail à hauteur des besoins de notre classe en termes de retraite et aussi de santé afin de pouvoir l'augmenter au fil des besoins. Et la revendication, c'est de l'augmentation des salaires globaux et non de l'instauration d'une taxe sur les machines ou autre vignette auto pour les vieux. Toutes les propositions imaginables de financement, outre le

fait qu'elles ne verront jamais le jour, distraient les travailleurs de la seule exigence qui vaille : l'augmentation des salaires par l'augmentation du salaire différé et aboutissent de fait à la baisse de nos salaires. Les patrons doivent payer !

Le seul problème des régimes de retraites c'est le refus des capitalistes de les financer ! Or au lieu de souder l'ensemble de la classe qui produit toutes les richesses pour faire payer les exploiteurs, le dernier Congrès confédéral a abandonné les 37,5 annuités et s'est rangé aux côtés de la CFDT qui souhaite aligner le public sur le privé en se prononçant pour une maison commune des retraites.

Au lieu de mobiliser la classe ouvrière contre Sarkozy et son gouvernement en défense des retraites, les dirigeants syndicaux participent depuis sa création en 2000, au COR (« Conseil d'orientation des retraites » fondé par Jospin). Cette participation a permis cette année encore la publication d'un diagnostic partagé axé sur l'allongement de la vie. Les « partenaires sociaux » étant d'accord pour dire que qu'à terme le financement des retraites n'était pas assuré, la farce des sommets sociaux avec Sarkozy et Fillon et des consultations avec Woerth a pu commencer et toutes les directions syndicales y ont participé.

C'est une aide indéniable et indispensable au gouvernement comme Sarkozy l'avait déjà souligné lors de ses voeux pour 2010 quand il déclarait je cite : *« Je veux rendre un hommage particulier aux partenaires sociaux qui ont fait preuve d'un grand sens des responsabilités »*. Cette complicité avec le gouvernement est complétée par des journées d'action qui n'empêcheront jamais ce gouvernement de faire passer ses plans. Ainsi, les journées d'action programmées les 23 mars, 20 avril, 1er et 27 mai ont fait la preuve de leur inefficacité. Tout le monde comprend qu'on ne gagnera pas avec ces parodies d'action qui vont de pair avec la fréquentation de l'Elysée et du ministère du travail. Cette tactique des « journées d'action », liée à la participation à toutes les convocations de Sarkozy, fait qu'aujourd'hui, le gouvernement du capital se sent en force et évoque ouvertement le passage de 60 à 61 puis 62 ans pour le départ en retraite ainsi que l'augmentation des cotisations des fonctionnaires et envisage sans doute d'autres attaques qui seront dévoilées le 16 juin.

Il n'y a qu'un seul moyen d'empêcher la liquidation de nos retraites, contre-réforme après contre-réforme : c'est que les dirigeants s'opposent au gouvernement, quittent le Conseil d'orientation des retraites, cessent de négocier et appellent l'ensemble de la classe ouvrière à la grève générale jusqu'au retrait du plan du capital.

## Motion

L'assemblée générale annuelle du syndicat CGT PTT de Loire-Atlantique, réunie ce 11 juin 2010 à Donges, exige de sa confédération :

- qu'elle quitte immédiatement le Conseil d'orientation des retraites qui ne sert qu'à préparer les attaques et cesse de participer à toutes les réunions avec Woerth et avec Sarkozy : participation qui ne sert qu'à légitimer les plans contre les retraites.
- qu'elle réaffirme les revendications ouvrières en défense des retraites à savoir : 37,5 annuités de cotisations pour tous, public comme privé ; maintien du départ à 60 ans (55 ans pour les travaux pénibles) ; calcul pour tous sur les 6 meilleurs mois ; prise en compte des périodes de chômage et de stage ; indexation des pensions sur les salaires et pas de retraites inférieures au SMIC.
- qu'elle revendique l'arrêt de toute exonération de cotisation sociale pour le patronat, la restitution des sommes déjà volées et l'augmentation de ces cotisations, c'est à dire de notre salaire différé, afin de faire face aux besoins de santé et de retraite de la classe ouvrière.
- qu'elle exige la sortie du budget et la restitution par l'Etat des sommes collectées pour la Sécu et sa gestion par les seules organisations syndicales ouvrières.
- qu'enfin elle appelle l'ensemble de la classe ouvrière et la jeunesse de ce pays à la grève générale quand le 16 juin le gouvernement annoncera son plan contre les retraites et qu'elle s'adresse aux autres centrales syndicales pour qu'elles en fassent de même jusqu'au retrait total de ce plan.

[2 pour, 26 abstentions dont les militants de LO, 71 contre dont les militants du PCF]

# Contre la marche à la barbarie du capitalisme décadent
# Arrêt des expulsions de Roms !

## Sarkozy intensifie la chasse aux Roms

*On n'avait pas vu ça depuis Vichy, on n'avait pas vu ça depuis les nazis.* (Michel Rocard, *Marianne*, 31 juillet 2010)

Venant d'un des nombreux dignitaires du PS qui a travaillé pour Sarkozy, c'est un propos de connaisseur. Sarkozy atteint rejoint Berlusconi dans l'abjection : fichage des Roms par la gendarmerie, circulaire du ministère de l'intérieur désignant une ethnie comme cible aux forces de répression. Le maître lui-même avait donné le ton :

> *Après le conseil des ministres de ce matin, Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il tiendrait la semaine prochaine une réunion à l'Elysée sur les « problèmes que posent les comportements de certains parmi les gens du voyage et les Roms ».* (*Journal du Dimanche*, 22 juillet 2010)

Depuis le début de l'année, 8 000 Roms avaient déjà été expulsés vers la Roumanie et la Bulgarie. Le ministre de l'Intérieur Hortefeux et le ministre de l'Immigration Besson (ex-PS) mettent depuis les bouchées doubles, fermant des centaines de camps de Roms, détruisant leurs maigres biens, empêchant ainsi les enfants de fréquenter l'école, séparant brutalement les familles, alors que le même gouvernement se prosterne devant les capitalistes qui licencient, qui polluent et qui fraudent. De nombreux journalistes ont d'ailleurs vu dans les propos de Sarkozy la volonté de distraire l'opinion de l'affaire Woerth-Bettencourt.

## Une Union européenne qui n'assure pas l'égalité

Les « gens du voyage » ne sont qu'une minorité des Roms qui ont depuis des générations la nationalité française, puisque environ 85 % de ceux-ci seraient sédentarisés (ce qui ne veut pas dire qu'ils ne subissent aucun racisme).

Pour leur part, les Roms immigrés fuient la misère et les discriminations qui les frappent, surtout depuis le rétablissement du capitalisme en Europe de l'Est. Particulièrement pauvres, souvent analphabètes et parlant mal le français, ils constituent des victimes toutes désignées de la xénophobie gouvernementale, à la fois comme Roms et comme immigrés.

L'Union européenne est censée assurer le droit de circuler à tous ses ressortissants. La Bulgarie et la Roumanie ont été admises en 2007, mais avec toute une série de dérogations temporaires. En pratique, la France, l''Italie, la Belgique, le Danemark, la Grèce, l'Allemagne et la Suède ont expulsé les citoyens pauvres de Roumanie et de Bulgarie en prétextant qu'ils n'ont pas ressources suffisantes, alors qu'ils leur interdisent de chercher un emploi jusqu'en 2014.

Le gouvernement français a institué des fichiers biométriques pour leur interdire tout retour (officiellement, pour ceux qui ont accepté de partir contre 300 euros). Sarkozy et Woerth signent sans sourciller des chèques de plusieurs millions d'euros, au titre du bouclier fiscal, à leurs amis de Neuilly, mais pas question de prendre le risque de laisser des Roumains toucher 600 euros.

## La bourgeoisie décadente a besoin de boucs émissaires

L'ensemble des partis et organisations d'origine ouvrière qui vivent des élections prétendent qu'il ne s'agit, de la part de Sarkozy, que de préparer l'élection présidentielle de 2012. Entre autres exemples, LO :

> *Il est important pour eux d'essayer de garder l'électorat réactionnaire qui avait abandonné Le Pen au profit de Sarkozy.* (*Communiqué*, 29 juillet 2010)

L'explication est singulièrement réductrice, surtout pour ceux qui se réclament du marxisme. Les électorats ne sont pas fixés pour l'éternité, comme Trotsky l'avait noté en 1934 à propos de la France, en riposte aux crétins électoraux de son temps. LO devrait le savoir, étant passée de 5,7 % des voix en 2002 à 1,3 en 2007.

Il faut partir des rapports de classes et non de leur ombre électorale. Quand le capitalisme émerge, en lien avec les États bourgeois nationaux, le nationalisme qui est leur ciment idéologique ne se distingue déjà guère de la xénophobie. Mais, deux siècles plus tard, les tendances réactionnaires de la bourgeoise se renforcent : cléricalisme, obscurantisme, militarisme, chauvinisme, racisme.

L'extermination des Juifs et des Roms, deux minorités nationales d'Europe, par le régime nazi et ses complices comme le gouvernement légal français avait été préparée par la recherche de boucs émissaires pour les défaites militaires et les crises capitalistes. Les petits-bourgeois fascistes inventaient des coupables et les grands bourgeois les payaient et les armaient. Avec la crise capitaliste mondiale, de plus en plus de partis bourgeois cherchent de nouveau des exutoires au chômage et au déclin économique avec les immigrés et les minorités ethniques comme les Roms en Europe centrale.

> *Rarement une fuite a été aussi utile. La publication d'une circulaire du ministre de l'Intérieur prouve que la guerre actuelle de Sarkozy contre les camps de nomades a bien une dimension raciale, puisque les Roms sont clairement visés... Mais la France n'est pas la seule. La discrimination envers les Roms en Europe orientale –où les enfants gitans sont systématique relégués dans des écoles pour handicapés– est bien connue...* (*The Guardian*, 16 septembre 2010)

Le ventre est encore fécond d'où est sortie la bête immonde. Sarkozy, parmi d'autres, illustre la putréfaction du capitalisme.

## Dans la continuité de l'État bourgeois

Pourtant, les partis réformistes et les directions syndicales soutiennent que le capitalisme n'a rien à voir avec la xénophobie, que son État et la constitution de la 5e République sont des modèles irréprochables dont Sarkozy s'éloignerait :

> *Ce qui est à l'oeuvre dans cette démarche ne s'inscrit pas dans le débat légitime, dans une démocratie, sur la manière d'assurer la sûreté républicaine. Le nécessaire respect de l'ordre public... Nul, pas plus les élus de la nation que quiconque, n'a le droit de fouler au pied la Constitution et les principes les plus fondamentaux de la République. Notre conscience nous interdit de nous taire et de laisser faire ce qui conduit à mettre en péril la paix civile... (*NPA, PS, PdG, PCF, ATTAC, Verts, LDH, SOS Racisme, CGT, FSU, Solidaires, etc. *Appel citoyen*, 4 septembre 2010)

Prétendre que Sarkozy est en rupture avec « la république » et « la « constitution » gaulliste de 1958 est une affabulation. La seule république française antagonique à Sarkozy serait une république ouvrière, du type de la Commune de Paris de 1871, basée sur le peuple en armes. Sarkozy s'inscrit pleinement dans la continuité de l'État bourgeois français, qu'il soit monarchique ou républicain.

Les immigrés d'aujourd'hui sont traités comme les peuples colonisés autrefois. Quant aux Roms, entre 1910 et 1930, tous les États européens ont mis en place un régime administratif d'exception fondé sur des fichiers anthropométriques, photographiques et généalogiques. Ainsi, la loi de 1912 de la 3e République permettait de ficher « les nomades ». Le 6 avril 1940, un mois avant l'invasion des troupes allemandes, les familles enregistrées dans le « régime des nomades » furent assignées à résidence par la 3e république.

La 4e République née avec De Gaulle n'a libéré les derniers Roms qu'en mai 1946. À ce moment, le PS-SFIO et le PCF faisaient partie du gouvernement qui rétablissait l'ordre bourgeois, désarmait la résistance, assurait la continuité de la police et de l'armée (envoyée réprimer les « indigènes » d'Indochine ou du Maghreb).

Une fois libérés, les Roms français sont immédiatement réenregistrés dans le « régime des nomades » qui est resté en vigueur jusqu'en 1969.

En 1961, la 5e République gaulliste a assassiné plusieurs centaines de travailleurs algériens qui manifestaient pacifiquement. Le préfet était Papon, qui avait participé aux déportations de Juifs. En 1969, la 5e République instaura un « carnet de circulation » qui reste obligatoire pour les Français classés « gens du voyage ».

Aujourd'hui, le NPA se joint au PS et au PCF pour défendre « l'ordre public ». Tous les partis qui prétendent réformer le capitalisme soutiennent que l'État est neutre, au dessus des classes, alors qu'il est par nature bourgeois, l'outil de domination de la minorité capitaliste. Le PCF, le PS, le PdG et le NPA se préparent en fait à gérer loyalement le capitalisme français, comme ils gèrent déjà ensemble, avec LO, des municipalités.

Le PS, qui est l'axe de toute alternative gouvernementale, ne cache pas qu'il augmentera les effectifs de la police, déjà parmi les plus denses d'Europe, ce qui satisfera au passage la revendication réitérée de LO d'avoir plus de « police de proximité » :

> *Jamais il n'y a eu autant de distance entre les paroles et les actes d'un gouvernement. Si le PS critique le gouvernement, ce n'est pas parce qu'il en ferait trop sur la sécurité, c'est, au contraire, parce qu'il n'agit pas réellement.* (PS, *Communiqué*, 18 août 2010)

Un gouvernement de coalition « de gauche » mènerait aussi une « politique de l'immigration », c'est-à-dire de division des rangs ouvriers entre nationaux et étrangers.

## Pour le droit de circulation et d'établissement de tous les travailleurs en France et en Europe

Les travailleurs doivent rejeter toutes les diversions xénophobes, toutes les divisions qu'attisent les démagogues fascistes, les gouvernements bourgeois des partis « démocratiques » ou « républicains », et aussi les partis et les bureaucrates syndicaux sociaux-patriotes. Pour se défendre efficacement contre le chômage, l'intensification du travail, les baisses de salaires et de pensions, pour prendre le pouvoir à la bourgeoisie et l'exproprier, la classe ouvrière doit unifier ses rangs. Voila pourquoi le premier programme ouvrier international affirmait :

> *Les prolétaires n'ont pas de patrie.* (Engels, Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1848)

Toutes les organisations qui se réclament des travailleurs doivent exiger :

**Arrêt des destructions de camps des Roms ! Emplois et logements décents pour ceux qui veulent s'installer !**

**Régularisation de tous les sans-papiers ! Fermeture des centres de rétention !**

**Autodéfense contre les polices, les bandes racistes ! Retrait des poursuites contre les travailleurs immigrés et les militants qui les défendent ! Suppression du ministère de l'immigration !**

**Liberté de circulation et d'établissement des travailleuses, des travailleurs, de leurs familles, des étudiants ! Mêmes droits, y compris politiques, pour tous les travailleurs !**

Un des camps d'internement des Roms ,Montreuil-Bellay, 1944

# Un an après le séisme
# Les États-Unis et la France occupent toujours Haïti sous prétexte d'aide

## Les armées étrangères ont vite débarqué

Haïti était déjà le pays le plus pauvre d'Amérique. Le 12 janvier 2010, il a été frappé par un séisme qui a fait 250 000 morts et plus de 300 000 blessés. Plus de 200 000 maisons se sont écroulées. La capitale, Port-au-Prince, dont les bâtiments modernes ont été édifiés sans protection antisismique, a été quasiment détruite. Selon le bilan officiel, 1,2 million de personnes se sont retrouvées sans abri sur les 10 millions d'habitants.

Profitant du séisme, les forces armées de l'ONU (États-Unis, France, Brésil, Canada...) ont renforcé leur présence militaire, comme si la population manquait d'hommes en armes. Dès le 12 janvier, les Etats-Unis envoyèrent 20 000 soldats, des navires de guerre -dont un porte-avions- afin de maintenir l'ordre. Cette intervention est la quatrième en Haïti après celles de 1915, 1994, 2004. La France envoya aussi des renforts militaires, tout aussi « humanitaires », pour sauver les diplomates étrangers et les bourgeois haïtiens puisque le palais présidentiel, les ambassades, les quartiers de l'ONU et les grands hôtels avaient été touchés. Toutes ces troupes rejoignirent le contingent international (France, Etats-Unis, Canada, Brésil, Argentine...) déjà présent depuis septembre 1994.

La première mission des armées impérialistes fut de retenir de force ceux qui voulaient fuir les risques de réplique, la misère, la famine et la maladie pour rejoindre les côtes étasuniennes de Floride ou « françaises » de Guadeloupe. Les ONG s'affichèrent dans les jours et les semaines suivantes dans la capitale, négligeant les autres villes que ne filmait aucune caméra. Heureusement, la solidarité de la population se manifesta, sans publicité, à grande échelle. Partout, dans les quartiers et les camps, de multiples comités ont émergé.

## La reconstruction tarde

La « conférence de donateurs » du monde entier tenue au siège de l'ONU le 31 mars a promis 9,9 milliards de dollars dans les 5 années à venir. Cela contraste avec les 460 milliards de dollars (360 milliards d'euros) que l'État français avait envisagé en octobre 2008 pour sauver ses banques ou aux 700 milliards de dollars prévus à la même date par l'État américain pour secourir les siennes. En juillet, seule la Norvège avait versé sa part.

La Commission intermédiaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH) chargée d'affecter ces sommes est composée d'une majorité d'étrangers, parmi lesquels le co-président du CIRH Bill Clinton. L'ancien président est éminemment compétent, puisqu'il avait présidé en octobre 2009 une conférence d'investisseurs étrangers dont Gap, Levi's, Citibank qui étaient alors intéressés par les plus bas salaires d'Amérique. La CRIH prévoit des *« pôles de développement »* et l'aide au *« secteur privé »*. Les budgets alloués éclairent la nature de la CIRH : pour la « protection sociale », 70 millions de dollars ; pour la police et la justice, 255 millions. L'effectif des forces de l'ordre passerait de 10 000 à 16 000 d'ici 5 ans. Pour le « développement » économique, le plan prévoit que le marché de la reconstruction sera *« dominé par des firmes étrangères dans les 5 prochaines années »*.

Pour les bourgeoisies impérialistes, le rétablissement de l'ordre bourgeois et leur mainmise sur le

pays sont les priorités, pas la solidarité avec les masses haïtiennes que les Sarkozy et Obama ont invoquée. Presque un an après, seulement 4 % des gravats ont été déblayés, l'électricité et l'eau potable manquent toujours sur l'île et plus d'un million de personnes vivent toujours dans 460 camps avec un accès aux soins dérisoire. L'immense majorité des 1 800 écoles et des 50 hôpitaux détruits n'est pas reconstruite. Les réfugiés, à l'heure du retour des intempéries, sont presque tous dans des camps précaires placés sous la surveillance des soldats de l'ONU.

## À la fin du 18e siècle, une indépendance aussi précoce que formelle

Haïti fut la première république noire du monde, née d'une révolution égalitariste d'esclaves menée à partir de 1791 contre la puissance coloniale française (voir Cyril James, *Les Jacobins noirs : Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue*, Editions Amsterdam, 2008). Mais le vainqueur des troupes de Napoléon 1er, Dessalines, se fit proclamer empereur en 1804. À cette réaction politique correspondit l'éviction économique des anciens esclaves, une minorité accaparant les terres que travaillaient pour eux les paysans pauvres à travers un système de métayage (« de moitié »).

La France soumit Haïti à un embargo. Le représentant politique de la nouvelle aristocratie noire, Boyer, accepta de payer à partir de 1825 un dédommagement aux anciens propriétaires esclavagistes français. Périodiquement, les exploités, alors majoritairement des paysans sans terre, se révoltaient. Une partie arracha le droit à devenir propriétaires et donc se transforma en petits producteurs marchands.

Haïti, formellement indépendante, se tourna vers des cultures d'exportation et réintégra l'économie capitaliste mondiale sous le pouvoir de l'armée et de la minorisé exploiteuse : propriétaires fonciers et négociants, auxquels s'adjoignirent à partir de 1860 les capitalistes industriels. Au cours du 19e siècle, la France et d'autres puissances (Espagne, Grande-Bretagne, Allemagne, États-Unis...) ont rivalisé pour s'emparer du commerce avec la jeune république et obtenir des « concessions » territoriales. Le président Salomon confia à une banque française la création de la Banque nationale d'Haïti en 1881.

## Au début du 20e siècle, la bourgeoisie américaine s'impose

À la fin du 19e siècle, les puissances capitalistes achèvent un premier partage du monde entier. En Amérique, les États-Unis supplantent l'Espagne, la Grande-Bretagne et la France. En particulier, la bourgeoisie du puissant voisin tente de contrôler l'archipel des Antilles ainsi que l'Amérique centrale : invasion de Cuba en 1898, « indépendance » pro-américaine de Panama en 1903, prise de contrôle de la République dominicaine en 1904, invasion de Cuba en 1906, intervention au Nicaragua en 1909, coup d'État au Mexique en 1913, intervention au Mexique en 1916, intervention en République dominicaine en 1916, intervention à Cuba en 1917, intervention au Panama en 1918, intervention au Nicaragua en 1923, coup d'État à Cuba en 1925, coup d'État en République dominicaine en 1930, coup d'État au Honduras en 1931, coup d'État au Salvador en 1931, coup d'Etat au Guatemala en 1954...

Haïti ne fait pas exception, l'armée américaine l'envahit en 1915 sous prétexte de paiement des dettes. L'occupant ne se retirera qu'en 1934. Tout au long du 20e siècle, les ressources humaines d'Haïti sont exploitées et ses ressources naturelles pillées par l'impérialisme. Celui-ci a utilise la colonisation directe ou, plus souvent, le relais de la bourgeoisie locale, plus experte dans la rhétorique nationaliste -voire celle de la négritude ou « noirisme »- que dans la résistance effective à la bourgeoisie étasunienne. En 1910, la Banque Nationale de la République d'Haïti remplace la Banque Nationale d'Haïti, elle est sous le contrôle d'une banque américaine. La constitution de 1918 abolit l'interdiction aux étrangers de détenir des terres. Des entreprises américaines de sisal ou de sucre s'installent, nourrissant une guérilla rurale dirigée par Péralte et Batraville.

## L'émergence de la classe ouvrière

Face à la domination impérialiste et à la bourgeoisie locale qui lui sert de relais, la transformation capitaliste, bien que tardive et inégale, engendre une classe de travailleurs salariés des villes et des campagnes qui s'oppose aux exploiteurs et détient les clés de l'indépendance véritable, la classe ouvrière.

Avec l'apparition d'une classe de travailleurs salariés, naissent les premiers syndicats dès le début du 20e siècle. La première vague de grèves de masse eut lieu tout au long de l'année 1919 contre l'occupation américaine. Le prolétariat tend à prendre la tête de la lutte pour l'indépendance nationale, pour les droits démocratiques, pour le partage des terres et de meilleures conditions de travail et de rémunération. Mais il manque un parti qui le représente réellement en lien avec le prolétariat mondial.

En effet, aucun parti ouvrier ne sait exprimer consciemment une stratégie de révolution permanente, ni même prôner l'indépendance vis-à-vis des exploiteurs. Le Parti communiste haïtien (PCH) nait tardivement, en 1934. D'emblée, il est soumis à la politique stalinienne de l'Internationale communiste, aux mains de la bureaucratie conservatrice qui a expulsé du pouvoir le prolétariat de l'URSS dans la seconde moitié des années 1920. Le PCH s'oriente dès sa fondation vers le front populaire, c'est-à-dire la soumission à la bourgeoisie nationale.

## Le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme

Durant la Seconde guerre mondiale, les partis « communistes » des pays dominés se voient inti-

mer l'ordre de ne pas nuire à l'alliance entre la bureaucratie du Kremlin et Wall Street. En 1946 et 1947, de puissantes grèves de masse éclatèrent. Mais en Haïti comme ailleurs, les deux fractions issues du parti stalinien, celle qui gardait le nom de PCH et celle qui avait pris le nom de Parti socialiste populaire (PSP) s'alignèrent sur leur bourgeoisie.

> *L'anti-impérialisme mesuré du PSP, la recherche d'une alliance avec toutes les forces progressistes y compris les secteurs libéraux des classes dominantes, la lutte immédiate pour la défense et le renforcement des conquêtes arrachées dans le cadre du système établi mettent en relief beaucoup de points de ressemblance entre la tactique et la stratégie du PSP et celles des autres partis communistes de l'Amérique latine au lendemain du second après-guerre.* (Michel Hector, *Syndicalisme et socialisme en Haïti, 1932-1970*, BNH, p. 65)

À la remorque du nationalisme du Mouvement ouvrier paysan (MOP) de Fignolé, le PCH a soutenu des partis petits-bourgeois et bourgeois se réclamant du « noirisme ». Quant au PSP, il accepta de participer au gouvernement bourgeois d'Estimé.

Les compromissions avec la bourgeoisie des deux partis staliniens désorientèrent le prolétariat. Ayant laissé passer l'occasion de prendre le pouvoir avec les paysans pauvres, il subit une période contre-révolutionnaire. Le coup d'Etat du colonel Magloire en 1950 relança la répression contre tout le mouvement ouvrier. Cependant, Magloire fut chassé par une grève générale à Port-au-Prince en 1956.

## L'immense portée de la révolution cubaine

Un événement va ébranler l'ordre impérialiste, en particulier dans les Antilles et dans toute l'Amérique. En 1959, à Cuba, la dictature de Batista, longtemps soutenue par le parti stalinien (PSP), tombe sous les coups conjugués de la guérilla et de la grève générale. L'armée et la police sont démantelées. Coexistent alors l'ancien appareil administratif et judiciaire, d'une part, avec l'armée rebelle et la nouvelle milice populaire, d'autre part. Le gouvernement de coalition entre le mouvement nationaliste petit-bourgeois de Castro (le Mouvement du 26 juillet) et la bourgeoisie démocratique promulgue une réforme agraire modérée. L'approfondissement du mouvement des masses est intolérable pour les capitalistes cubains et pour leur maître, l'impérialisme américain qui possède d'immenses propriétés et l'essentiel de l'industrie.

Surtout, l'exemple de Cuba risque d'être contagieux pour les Antilles et l'Amérique latine. Sous la présidence du Parti démocrate (Kennedy), l''impérialisme américain va passer à l'offensive contre la révolution cubaine et le gouvernement de Castro, obligeant la direction cubaine soit à capituler et à se heurter de front aux masses, soit à aller plus loin sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie cubaine et l'impérialisme.

Fin 1959, les ministres bourgeois quittent le gouvernement. Le M26J et son allié le PSP purgent l'appareil d'État des éléments bourgeois qui tentent de saboter. Ils s'appuient sur les comités de toute sorte qui ont surgi spontanément, sans pour autant leur remettre le pouvoir. Le régime se tourne, face au blocus économique et aux menaces militaires des États-Unis, vers l'URSS et ses satellites.

L'État américain lance une tentative d'invasion en avril 1961, mais l'armée nouvelle et les milices populaires écrasent la contre-révolution. Castro déclare que Cuba mène une révolution socialiste et collectivise effectivement l'économie. Pour desserrer la pression des États-Unis, il aide les guérillas dans toute l'Amérique latine durant les années qui suivent.

Mais pas question de remettre le pouvoir à des soviets à Cuba, ni de faire appel au prolétariat mondial, ni même à celui d'Amérique latine. La stratégie des castristes est celle du « foco » : des petits-bourgeois courageux prendront les armes, gagneront l'appui des paysans et vaincront les régimes gorilles. À l'intérieur, avec l'aide du PSP et des services secrets de l'URSS, le gouvernement constitue une bureaucratie privilégiée qui gère le nouvel État sans aucune démocratie pour les travailleurs, sur le modèle de l'URSS.

Le groupe trotskyste (POR) est persécuté par la bureaucratie naissante. Il est aussi renié par la « 4e Internationale » qui présente Castro comme un marxiste, refuse d'appeler au pouvoir ouvrier à Cuba, se rallie à la stratégie de la guérilla rurale en Amérique

latine et adhère à l'OLAS castriste. Telle est l'origine des fondateurs du NPA.

Bien que la bureaucratisation de l'Etat ouvrier et l'incapacité des frères Castro et de Guevara d'appeler à la solidarité et à la mobilisation de la classe ouvrière des États-Unis atténuent le potentiel de la révolution cubaine, la première défaite des États-Unis dans le continent soulève l'espoir de tous les peuples opprimés des Antilles et d'Amérique latine, stimulant aussi les luttes des Noirs aux États-Unis.

## L'impérialisme américain met en place la dictature de Duvalier

L'État bourgeois américain va réagir très brutalement, montrant ce que vaut sa phraséologie sur la « liberté » et la défense du « monde libre » : rien qu'en Amérique latine et dans les Antilles, coup d'État en République dominicaine en 1963, intervention au Panama en 1964, coup d'État en Guyane en 1964, coup d'État en Bolivie en 1964, coup d'État au Brésil en 1964, intervention en République dominicaine en 1965, aide au coup d'État au Chili en 1973, coup d'État en Argentine en 1976, attaques contre le gouvernement du Nicaragua et aide aux « contras » au Nicaragua en 1979, guerre civile au Salvador à partir de 1980, invasion de Grenade en 1983, invasion de Panama en 1989, invasion de Haïti en 1994...

Washington fera des sanguinaires Duvalier, père et fils, un pilier de la lutte anticommuniste dans les Antilles. En 1957, les élections sont gagnées par le docteur François Duvalier (dit « Papa Doc »), grand défenseur du « noirisme » haïtien, ancien dirigeant du MOP de Fignolé. Le président élu évolue vite, avec l'appui de l'ambassade et des services secrets américains, vers une dictature sanglante. Il écrase violement la grève des étudiants en 1960. Les syndicats et partis ouvriers sont interdits, les grèves et les manifestations réprimées. Même les deux chambres du parlement sont dissoutes en 1963. L'Eglise se retrouve la seule organisation légale en dehors de la dictature. Le fils de Duvalier, Jean-Claude (« Baby Doc ») lui succède par référendum comme « président à vie » en 1971. Les bandes fascistes des Duvalier, les « Tontons Macoutes », font régner la terreur. Entre 1957 et 1986, les Duvalier père puis fils font assassiner 60 000 personnes.

Le Parti unifié des communistes haïtiens (fusionnant les deux fractions du stalinisme cubain) retire son soutien à Duvalier et envoie les jeunes militants dans l'impasse d'une guérilla isolée des masses, sur une orientation qui n'a pas fondamentalement changé :

> *Lors de la fondation du PUCH en janvier 1969, ce parti proclame sa disposition à collaborer temporairement « avec d'autres forces socio-politiques anti-dictatoriales, du moment que celles-ci n'apparaissent pas comme de simples valets de la politique impérialiste des Etats-Unis en Haïti. »* (Michel Hector, *Syndicalisme et socialisme en Haïti, 1932-1970*, BNH, p. 156)

Le renversement de Duvalier fils est l'œuvre non de la guérilla rurale, mais du soulèvement de la jeunesse et des travailleurs des villes. En 1986 et 1987, les masses affrontent l'Etat capitaliste dans la rue. Parti des lycées et universités, le mouvement ouvrit une situation prérévolutionnaire. Puis la population commence à faire la chasse aux Tontons Macoutes (le « déchoukage ») après la fuite de Duvalier.

## La prétendue transition démocratique aux mains des généraux

S'accoquinant aux partis petits-bourgeois démocratiques et à l'Eglise, le PUCH et la centrale syndicale qu'il dirigeait (CATH, Centrale autonome des travailleurs haïtiens) réussirent à empêcher la grève générale au moyen de multiples « journées d'action » tout au long de 1987. Puis ils soutinrent la prise du pouvoir par l'armée dont l'état-major évinça Jean-Claude Duvalier et se proclama « Conseil national du gouvernement ».

> *Le Parti unifié des communistes haïtiens, quant à lui, fait remarquer que s'il reconnaît l'institution CNG, le gouvernement doit être composé d'autres personnes que des gens discrédités. Le PUCH met l'accent sur trois objectifs immédiats : le CNG doit retirer le décret de dissolution du syndicat (CATH) ; il doit revenir sur le décret anticonstitutionnel qui restreint les droits de Comité Electoral (CEP) ; enfin le PUCH demande que ce soit la CEP*

> *qui rédige le décret électoral puisque c'est la seule instance habilitée à organiser les élections.* (*L'Humanité*, 1er juillet 1987)

Ainsi, les masses virent leur victoire contre la dictature confisquée et transformée en une longue « transition démocratique » sous le patronage de l'Eglise catholique. Le pouvoir fut transmis aux généraux de Duvalier, dont les sinistres Namphy et Regala. L'État bourgeois, son armée, sa police, ses tribunaux et sa haute administration étaient maintenus. Protégés politiquement par un front populaire de 57 organisations (le Front national de concertation) qui faisait confiance à l'État bourgeois, les duvaliéristes et l'armée reconstituèrent les bandes paramilitaires et reprirent les assassinats de leurs opposants. Seule l'Organisation révolutionnaires des travailleurs (OTR -UCI) préconisa l'autodéfense.

En fait de démocratie, les électeurs désarmés furent massacrés dans plusieurs bureaux de vote en novembre 1987 et le CNG annula les élections, frustrant de sa victoire le FNC.

Les trahisons du PUCH et la restauration du capitalisme en Europe centrale et en Russie conduisirent à l'agonie du stalinisme haïtien, sans que le remplace un parti ouvrier révolutionnaire, à cause de la destruction de la 4e Internationale et de la dégénérescence du « trotskysme » mondial, incluant LO qui sert de flanc gauche au PCF et à la bureaucratie de la CGT, pratique des alliances avec des partis bourgeois et revendique plus de police.

## De la transition « démocratique » à l'occupation impérialiste

Après une succession de coups d'État dont le seul résultat était de changer le général à la tête de la dictature militaire, l'armée laisse en mars 1990 la conduite du pays à une « Assemblée de concertation » incluant les représentants de l'Eglise (les « Ti-Légliz »), le Konakom et le PUCH. L'Assemblée de concertation se porte garante de l'armée. Elle fait même applaudir par la foule le général Abraham et l'ambassadeur américain Adams. Elle charge le colonel Cédras d'organiser les élections.

Celles-ci se tiennent finalement en décembre 1990. Aristide, prêtre qui s'était opposé aux Duvalier, se présentant comme « curé des pauvres » remporte la présidentielle. Moins d'un an après, le 21 septembre 1991, Cédras, promu général et chef d'état-major à la place d'Abraham par Aristide, le renverse avec le soutien de l'administration Bush. Mais la dictature militaire se révèle incapable d'assurer la stabilité nécessaire à l'exploitation capitaliste. Après de nombreuses tractations et en ayant obtenu l'approbation de l'ONU, l'armée étasunienne débarque 20 000 soldats en septembre 1994 et rétablit Aristide à la présidence.

Aristide dissout en 1995 l'armée. Les nouvelles forces de police (au sein desquelles les militaires sont recyclés) sont formées par les officiers américains et canadiens. La pègre fait régner la terreur dans de nombreux quartiers. Il faut y ajouter les bandes paramilitaires d'Aristide, les Chimères recrutées dans le lumpen. De 1994 à 2010, les deux fractions issues du parti bourgeois Lavalas, René Préval et Jean Bertrand Aristide se succèdent à la présidence. Tous deux rivalisent dans la soumission au FMI, dans les privatisations et l'organisation de l'exploitation de la main-d'œuvre locale par les multinationales du textile et de l'agroalimentaire, sans parler des trafics. Les infrastructures et les conditions de vie de la masse de la population se dégradent tandis qu'une minorité s'enrichit et parade.

Les diplômés fuient le pays. En 2003, la jeunesse étudiante déclenche une grève massive.

Des émeutes de la faim éclatent en avril 2008, à cause de la hausse du prix des denrées de base. Haïti est aujourd'hui un pays tellement endetté qu'il dépend des « aides » extérieures soumises au contrôle de l'ONU, du FMI et de la Banque mondiale, toutes des institutions sous contrôle des puissances impérialistes, et par là au service des grands groupes capitalistes. Les fonds envoyés par les émigrés qui vivent aux Etats-Unis, au Canada, en Grande-Bretagne, en France... représenteraient l'équivalent d'un quart du PIB.

Aujourd'hui, 60 % de la population vit encore en milieu rural, mais l'agriculture apporte seulement 30 % du PIB et elle ne réussit plus à nourrir les 10 millions d'habitants.

Avant le séisme, la population haïtienne vivait à 80 % sous le seuil de pauvreté. L'espérance de vie était de 52 ans, le taux de chômage de 65 %. L'activité « informelle » occupait 7 travailleurs sur 10 et 1 % de la population détenait plus de la moitié des richesses. Avant le séisme, seulement un enfant sur six allait régulièrement à l'école et 10 % d'entre eux travaillaient dès 12 ans. Il n'existe aucune couverture sociale publique et le salaire minimum est le plus bas du continent américain.

## Pour le retrait immédiat de toutes les troupes étrangères d'Haïti

Alors que la production de riz avait déjà souffert des importations en provenance des États-Unis dans les années 1980 sous les Duvalier, le gouvernement Préval a accueilli après le séisme l'offre du groupe américain Monsanto de semences qui soit réclament des pesticides (que vend Monsanto), soit ne peuvent pas être replantées (il faudra acheter l'année suivante des semences à Monsanto).

Aucune confiance ne peut être accordée aux firmes capitalistes, aux États à leur service, aux mercenaires des armées impérialistes. La solidarité avec le peuple haïtien devrait être purement civile et passer sous le contrôle de la classe ouvrière des autres pays. La répartition de l'aide devrait être gérée sur place par la population.

En France et aux États-Unis, la responsabilité du mouvement ouvrier est également d'exiger l'ouverture des frontières. De quel droit des armées venues de France ou des États-Unis peuvent-elles envahir Haïti, alors que les travailleurs et les étudiants de ce pays se voient refouler ? 67 % des personnes expulsées de la Guadeloupe en 2009 étaient de nationalité haïtienne.

## La classe ouvrière a besoin d'un parti

Malgré des conditions difficiles, la classe ouvrière haïtienne n'a jamais cessé de se défendre. Ses militants sont depuis des décennies les martyrs de la cause ouvrière, emprisonnés, maltraités et parfois assassinés pour leurs grèves et manifestations.

Dans un pays où la semaine de travail fait six jours de 11 heures de travail, sans que les heures supplémentaires soient payées, où les travailleurs et travailleuses touchent moins de 4 dollars par jour sans qu'un patron soit inquiété s'il ne paie pas, la classe ouvrière doit se défendre contre ses conditions d'exploitation.

En août 2009, des milliers d'ouvriers de Port-au-Prince descendirent dans la rue, avec des étudiants à leurs côtés, pour que le salaire minimum journalier passe de 75 à 200 gourdes (soit de 1,40 euro à 4 euros). Après une semaine de manifestations et de répression, le gouvernement Préval décida le redressement du salaire minimal à 125 gourdes.

Seule la classe ouvrière peut conduire le peuple haïtien à la liberté, à l'indépendance, à la fin de la terreur policière et paramilitaire. Le renversement des valets de l'impérialisme ouvrira la possibilité d'exproprier la poignée de capitalistes étrangers et nationaux qui domine le pays. En engageant ce combat, les travailleurs et les travailleuses des villes aideront les paysans pauvres à obtenir des terres, les femmes à s'émanciper, les jeunes à s'instruire et le pays recouvrera son indépendance si chèrement arrachée par les révoltes d'esclaves il y a deux siècles.

Que la population des camps et des quartiers populaires contrôle la distribution de la nourriture, de l'eau et des médicaments, réquisitionne l'aide et les donations, décide quoi reconstruire et le fasse elle-même, obtienne le départ des troupes d'occupation et organise sa propre protection, voilà qui préparerait l'avenir, qui ouvrirait la voie à un gouvernement ouvrier et paysan d'Haïti, à la fédération socialiste des Antilles et aux États-Unis socialistes d'Amérique.

Pour cela, il faut rompre avec la bourgeoisie et tous ses démagogues qui se transforment si souvent en dictateurs et toujours en valets de l'impérialisme.

Il faut que la classe ouvrière affirme son indépendance, bâtisse son propre parti, un parti qui lutte pour la dictature du prolétariat, en lien avec une organisation internationale communiste basée sur la théorie de Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et Trotsky.

11 août, manifestation pour l'augmentations des salaires

www.avec-papiers.be

## Etats-Unis

# La « réforme de l'assurance maladie » d'Obama : ni une assurance maladie, ni même une réforme

Comme de nombreuses organisations de gauche l'ont déjà établi, la loi réformant le système de santé public, dite loi Obama, ne saurait être soutenue. Des sources aussi modérées que les reportages de PBS Frontline [une émission au sujet des controverses à la tête de l'Etat, NdT] ont confirmé que le Congrès a adopté la loi après que la branche de l'assurance santé a dépensé d'énormes sommes, comme groupe de pression, pour être rendre absolument sûre que rien ne menacerait ses profits obscènes. La loi ne fait rien pour garantir un accès abordable aux services actuels de soins publics, ou pour changer le système de santé public américain inefficace et très coûteux. Au contraire, son principal effet sera de rediriger des centaines de milliards de dollars en les prenant à chaque travailleur, chaque travailleuse pour les mettre dans les poches déjà pleines du privé, pour le profit des compagnies d'assurance-santé.

Nous ne répèterons pas ici tous les détails à propos des insuffisances de la loi qui ont déjà été discutés ailleurs. Notre intention est de faire ressortir les principaux points puis ajouter quelques arguments qui, de notre point de vue, n'ont pas été correctement appréciés par les autres analyses de cette question.

La loi impose à toute personne qu'elle souscrive une assurance maladie, mais elle n'exige pas des employeurs qu'ils en fournissent une. De plus, la loi ne fait rien pour garantir que les polices d'assurance que les personnes doivent payer soient abordables, ou que la part à payer par l'assuré ou les franchises non remboursées par l'assureur seront assez basses pour permettre aux personnes d'accéder aux soins s'ils en ont besoin.

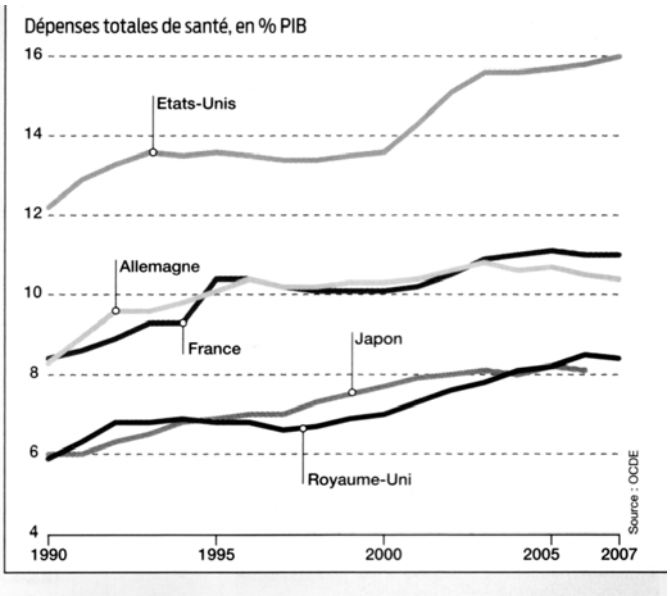
Les subventions si vantées pour les personnes à faible revenu (qui sont, en fait, des subventions aux compagnies d'assurance santé) ne seront disponibles que pour la couche la moins bien payée des travailleurs pauvres ; tout autre travailleur qui n'a pas accès à l'assurance collective subventionnée par son employeur sera face au choix suivant : souscrire une assurance individuelle très chère ou payer une amende. Même pour les personnes qui reçoivent des subventions, il n'y a aucun mécanisme qui assure qu'après avoir payé leur part de la prime d'assurance maladie, ils auront assez d'argent pour payer la part non remboursée par l'assurance, alors que la loi autorise les assureurs à fixer comme ils le veulent cette franchise. Rien ne garantit non plus que les compagnies d'assurance ne rompront pas le contrat ou n'augmenteront pas les primes si les assurés commencent à avoir besoin de soins coûteux.

L'une des dispositions de la loi est particulièrement ironique. Elle exige des compagnies d'assurance qu'elles prévoient une couverture maladie pour les enfants des assurés jusqu'à l'âge de 26 ans, soit une augmentation de 3 ans par rapport à la précédente limite d'âge. La seule raison est qu'entre la montée en flèche des frais de scolarité et le fort taux de chômage de la jeunesse, de plus en plus de jeunes sont forcés de rester à la charge de leurs parents alors qu'ils ont fini leurs études. De nombreux diplômés sortant du lycée ou de l'université ne peuvent pas trouver de travail décent (ou ne trouvent pas de boulot du tout) et ceux qui trouvent un travail sont souvent contraints de rembourser les emprunts bancaires contractés pour financer leurs études, si bien qu'ils ne peuvent plus couvrir leurs dépenses quotidiennes.

Cet aspect de la loi peut être utile pour quelques familles – particulièrement les travailleurs relativement privilégiés dont les patrons subventionnent l'assurance maladie de leurs familles – mais cette disposition ne devrait pas exister, elle découle du déclin de l'économie étatsunienne ainsi que des attaques contre l'école publique et le pouvoir d'achat des travailleurs. Par contre, les parents auxquels les employeurs n'ont pas fourni de couverture santé et ceux qui n'ont pas d'assurance santé du tout, n'auront pas la possibilité de profiter de cette disposition, alors même que leurs enfants sont bien plus susceptibles d'être dépourvus de couverture santé.

Voilà ce qu'on peut prévoir, à grands traits. Premièrement, en se liant au secteur privé, en associant les compagnies de l'assurance santé au système et en donnant des milliards en plus afin de les dépenser en contributions de campagnes électorales (pots-de-vin) et publicité politique (propagande), la loi rend encore moins probable tout changement significatif dans le privé, éloigne toute possibilité dans un futur proche d'un système sans recherche du profit. Ainsi, cette loi ne peut pas être soutenue comme un premier dans la bonne direction. Au contraire, elle garantie pratiquement que le système de santé aux Etats-Unis restera l'un des plus rétrogrades parmi les pays industrialisés.

Deuxièmement, étant donné que les principaux bénéficiaires de cette loi sont la branche de l'assurance santé mais aussi les autres acteurs partageant le profit de l'industrie des soins médicaux (cliniques, groupes du médicament et de l'équipement médical), il est important de comprendre pourquoi, au Congrès, les Républicains qui normalement (comme les Démocrates) soutiennent le grand patronat et le système du profit à chaque occasion se sont pourtant opposés à la loi. Des marxistes (et mêmes des « progressistes ») ne devraient avoir aucune illusion sur l'opposition des




Républicains qui signifierait que la loi va dans le bon sens.

L'opposition républicaine à la loi était plutôt un pur stratagème politique. Comme les Républicains l'ont prévu, la loi a exaspéré et remotivé l'extrême droite, la mouvance du Tea Party [un mouvement réactionnaire et xénophobe, dont le nom fait référence à un épisode célèbre de la lutte pour l'indépendance de la colonie américaine contre la métropole britannique, NdT] en particulier à cause de l'obligation pour chacun/e d'acheter une assurance santé qu'ils en aient besoin ou non, qu'ils le veuillent ou non. L'opposition des Républicains à la loi avait moins à voir avec la teneur de la loi actuelle qu'avec leur calcul que, quand les partisans du Tea Party iront voter en 2010 et en 2012, ils récompenseront le Parti Républicain d'avoir voté contre la loi.

Finalement, et c'est là l'unique point positif dans cette situation, il y a une leçon à tirer de cette expérience. Les travailleurs et leurs alliés progressistes petits-bourgeois qui voulaient une réelle réforme du système de santé sont furieux qu'Obama n'ait même pas amené le Congrès à adopter des propositions d'une réforme minimale et qu'il ait été disposé à liquider les droits à la contraception des femmes et ceux des immigrés afin de remporter une victoire purement politique qui ne fait rien pour aider ceux et celles qui ont voté pour lui. Cela donne à la gauche marxiste une opportunité pour dénoncer les Démocrates, et inciter les travailleurs à rompre avec eux et à former un parti des travailleurs, un parti ouvrier indépendant et combatif.

Enfin, la débâcle de la réforme du système de santé renforce un peu plus la mort des illusions des travailleurs envers Obama et le Parti Démocrate, levant un obstacle pour comprendre que seul un renversement complet du système du profit est capable d'arracher les revendications progressistes comme une protection de santé conséquente et universelle.

En résumé, la grande bourgeoisie a tranché : aucune assurance santé pour les masses. Aussi longtemps que le capitalisme durera, la classe laborieuse ne pourra pas accéder à un système de soins adéquat et universel.

L'assurance maladie ne pourra pas être arrachée dans l'enceinte du Congrès ; elle ne pourra être gagnée que par d'âpres luttes sur les lieux de production. Cela nécessitera des grèves de masse coordonnées entre les branches. Au lieu de cela, les dirigeants de nos syndicats sont occupés à négocier l'écart entre nos prestations de santé et celles des nouveaux arrivants, donc de casser la solidarité ouvrière entre les jeunes et les vieux.

En réalité, le système s'étrangle par sa propre incompétence, mais il a besoin d'un coup de pied pour passer par-dessus bord. Ce coup peut uniquement venir de la classe ouvrière auto-organisée et créant de nouveaux organes de démocratie et d'action – sur chaque lieu de travail, dans chaque bureau, dans chaque usine, dans chaque école et université et dans les quartiers. Les travailleurs organisés sur leurs lieux de travail peuvent, sur ce chemin, en finir avec le capitalisme, réorganiser l'économie et fournir une assurance-santé de qualité pour tous.

Nous avons besoin de grèves pour l'assurance maladie. Elles pourraient débuter comme des grèves économiques demandant de meilleures conditions de travail pour les infirmiers et infirmières ou des avantages sociaux décents pour les travailleurs des services et de l'industrie, mais ils ne seront arrachés que s'ils se généralisent et deviennent politiques, embrassant des revendications comme :

Pour une assurance maladie gratuite, de haute qualité, tout au long de la vie, pour tous y compris tous les immigrés, indépendamment de leurs statuts !

Pour le droit à l'avortement et à la contraception gratuits pour les femmes de tout âge !

L'accès aux soins est un droit humain et non une source du profit !

Suppression des compagnies d'assurance maladie !

Nationalisation du système d'accès aux soins sous le contrôle des travailleurs !

[traduction par le GB d'un article de *International Trotskyist*, vol. 1 – n° 2, été 2010, publié par Humanist Workers for Revolutionary Socialism, Travailleurs Humanistes pour le Socialisme Révolutionnaire]

Collectif Révolution Permanente

# Grèce
# Grève générale jusqu'au retrait du plan d'austérité du gouvernement Papandréou ! Gouvernement ouvrier et paysan ! États-Unis socialistes d'Europe !

## Un passage de relai entre ND et PASOK

Les élections législatives d'octobre 2009 permettent un mouvement de balancier, comme en 2004 en Espagne, en 2008 aux États-Unis, en 2010 en Grande-Bretagne : Giorgos Papandréou (PASOK) remplace Kostas Karamanlis (ND) qui était au pouvoir depuis 2004. Un vieil organe de la bourgeoise britannique décrit, de manière peu flatteuse, le personnel politique du capitalisme grec :

> *Que ce soit pour le redouter ou le souhaiter, de nombreux Grecs envisagent une rupture du système politique, vieux de plus d'un siècle, qui voit deux groupes politiques (par convention de centre gauche et de centre droit, mais tous deux voués au clientélisme et aux pots-de-vin) piller les ressources publiques pour l'emporter sur son rival.* (*The Economist*, 8 mai 2010)

Cependant, les « systèmes politiques » de la Grande-Bretagne, des États-Unis, de la France ou de l'Allemagne ne sont pas si différents : ne voient-ils pas, eux aussi, alterner au pouvoir des partis (ou des coalitions) de « centre gauche » et de « centre droit », également avides de profiter des postes et tout aussi liés à la minorité privilégiée et exploiteuse de la société ?

Les particularités du régime politique de la Grèce s'expliquent par l'histoire et l'économie. La bourgeoisie grecque est fragilisée, depuis sa tardive émergence au sein de l'empire ottoman, par son caractère périphérique, la faiblesse de sa base industrielle et l'immixtion des puissances étrangères. De la faiblesse économique de la bourgeoisie proviennent les difficultés à établir son hégémonie politique sur les autres classes. D'où le recours fréquent à la violence directe contre la classe ouvrière : collaboration avec les occupants fascistes italiens et allemands de 1940 à 1944, guerre civile appuyée par l'armée britannique et l'armée américaine de 1944 à 1949, dictature militaire en lien avec les services secrets étasuniens de 1967 à 1974... D'où, également les concessions à la petite bourgeoisie (qui entravent en retour l'accumulation du capital) et la monopolisation de la vie parlementaire et gouvernementale par quelques familles. Leurs fiefs électoraux sont souvent considérés comme des charges héréditaires.

Ainsi, le « centre droit » est incarné par une vieille dynastie politique bourgeoise, les Karamanlis. Lorsqu'il est appelé au pouvoir par la junte militaire en 1974, Konstantin Karamanlis transforme ce qui reste de l'Union radicale nationale en Nouvelle démocratie (ND). Il supprime, au passage, la monarchie, ce en quoi la Grèce est plutôt en avance sur la Grande-Bretagne.

Quant au « centre gauche », il est conduit par une autre lignée politique bourgeoise, les Papandréou. Andréas Papandréou, ancien député de l'Union du centre et ancien ministre, fonde, à la fin de la dictature militaire, le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK). Si « panhellénique » indique clairement le nationalisme, l'appellation « socialiste » est destinée à tromper les travailleurs, avec la caution de la sociale-démocratie européenne (qui est née, elle, de la classe ouvrière, mais la trahit depuis un siècle). Les Caramanlis ou les Papandréou ont gouverné tour à tour le pays pendant 32 des 53 dernières années.

## Le maillon faible de la « zone euro »

En novembre 1973, les étudiants occupent l'École polytechniques d'Athènes, défient la dictature militaire. Malgré l'hostilité du Parti communiste de Grèce (KKE), la population les soutient. La junte écrase de manière sanglante la révolte de la jeunesse. Mais la dictature est affaiblie et s'effondre en juillet 1974.

En décembre 2008, une nouvelle révolte de la jeunesse, confrontée au chômage massif, révèle l'instabilité du régime parlementaire qui sert de couverture à la domination de la minorité capitaliste. Au même moment, la crise ruine les espoirs de la bourgeoisie grecque de devenir l'impérialisme des Balkans. Le gouvernement ND de Caramanlis est discrédité par une série de scandales et déstabilisé par la crise mondiale. L'assassinat d'un lycéen par la police va jeter dans la rue lycéens, étudiants, jeunes chômeurs, jeunes travailleurs, qu'ils soient citoyens grecs ou immigrés. Le pouvoir combine la calomnie (avec la complicité des medias) et la répression, . Le Parti « communiste » appelle à des manifestations séparées et dénonce la coalition SYRIZA (qui inclut le Synaspismos et KEDA, tous deux issus du KKE) pour son soutien au mouvement de la jeunesse :

> *La position de SYRIZA est un opportunisme politique. Il s'intéresse, uniquement pour des raisons électorales à flatter, sert de « paratonnerre » à toutes sortes de casseurs, en ciblant les urnes et les jeux de la formation d'un gouvernement après les élections... Qu'une préparation complète se développe devant la probabilité d'élections anticipées, pour qu'un grand coup soit donné aux partis du bipartisme, que le KKE en sorte renforcé.* (Parti communiste de Grèce, *Communiqué*, 13 décembre 2008).

Le tourisme et la marine marchande subissent particulièrement la récession, le PIB baisse en 2009 de -2,6 % et le chômage remonte à plus de 9 %. Le gouvernement de Karamanlis se révèle incapable de mettre fin aux incendies criminels des étés 2007 et 2009, matraque la jeunesse lors de l'hiver 2008-2009 et entreprend de faire supporter aux travailleurs salariés, voire aux travailleurs indépendants, les conséquences de la crise capitaliste mondiale à partir de 2009. Durant la campagne des élections législatives, pour gagner les voix des travailleurs, Papandréou prétend qu'il va relancer l'économie par l'augmentation des salaires et qu'il obligera les banques qui viennent d'être sauvées par l'État à prêter.

Comme en témoigne la forte abstention (30 % dans un pays où le vote est obligatoire), la défaite électorale d'octobre 2009 de la ND ne vient pas tant d'illusions dans le PASOK que du rejet par une majorité de la population de la politique du gouvernement ND. Le parlementarisme et ses alternances gouvernementales sont justement faits pour contenir les tensions entre les classes -et celles au sein de la classe dominante- à l'intérieur de l'État bourgeois. Encore faut-il que la bourgeoisie puisse gouverner et que le prolétariat la laisse gouverner.

En prenant ses fonctions, le nouveau gouvernement reconnait un déficit budgétaire de 10 % du PIB et une dette étatique de près de 300 milliards d'euros, à 113,4 % du PIB, que la Commission européenne fait également mine de découvrir. En décembre, Papandréou refuse de s'adresser au Fonds monétaire international (FMI), il décide un plan de privatisations et d'austérité (gel des salaires et des retraites du secteur public de plus de 2 000 euros) ; en février, le gouvernement durcit le plan d'austérité (gel total des salaires des fonctionnaires, relèvement de l'âge légal du départ à la retraite, augmentation des taxes sur les carburants) ; en mars, il approfondit l'attaque contre les salariés (blocage des retraites de fonctionnaires et des salaires du secteur privé, impôts sur la consommation) ; en mai, il complète le plan contre le droit à retraite (l'âge de la retraite passera à 65 ans, il faudra avoir cotisé 40 ans au lieu de 37, la pension est baissée de 30 %, un impôt nouveau sera prélevé sur les pensions de plus de 1 400 euros). En avril, le gouvernement commence les discussions avec le FMI et l'Union européenne (UE). Pourtant, le taux d'intérêt que l'État grec doit consentir à payer pour trouver de l'argent sur les marchés financiers internationaux s'élève sans cesse. En janvier, il passe la barre des 6 % pour les obligations de 10 ans ; début mai, le taux d'intérêt dépasse 10 % pour les obligations de 10 ans et 15 % pour les obligations de 2 ans.

Le président français, Sarkozy, met en cause « la spéculation », suivi par les dirigeants des économies capitalistes les plus vulnérables et par tous ceux (qui vont des fascistes aux renégats du trotskysme) pour qui le problème est la « finance » et le « libéralisme ». Selon la plupart des bureaucraties syndicales et nombre de partis réformistes, le capitalisme national pourrait assurer la prospérité en étatisant davantage l'économie capitaliste et en suivant les principes de l'économiste bourgeois Keynes (qui préconisait l'inflation, le déficit budgétaire, le protectionnisme...).

Certes, la spéculation amplifie les changements des prix et des taux. Mais elle ne saurait être supprimée sans éradiquer le capitalisme. Tant que celui-ci survit, il y aura des anticipations par des capitalistes de baisse ou de hausse de titres financiers, de matières premières, de biens immobiliers... qui y verront un moyen de gagner de l'argent au détriment d'autres capitalistes. Qu'elles soient couronnées de succès ou qu'elles se retournent contre eux, les manœuvres des spéculateurs partent souvent de faits réels. Dans ce cas, les sociétés financières (banques, assurances, fonds de pension...) qui prêtent aux États bourgeois estiment, vu la base économique réduite de la Grèce et la taille de sa dette publique, sans parler des résistances des travailleurs, que l'État aura du mal à honorer ses engagements (payer des intérêts annuels et rembourser les emprunts arrivés à échéance). Elles préfèrent donc revendre les titres de la dette publique grecque.

## La panique des bourses et l'inquiétude des gouvernements des pays impérialistes

Les États bourgeois ont créé eux-mêmes les conditions de la « spéculation » et du « chantage des marchés ». D'abord, tous les gouvernements ont considéré que leurs groupes capitalistes devaient profiter de l'explosion des marchés de capitaux dans les années 1980. Par ailleurs, les États capitalistes ont sauvé leurs banques et leurs compagnies d'assurance en 2007 et 2008, sans les nationaliser. Ensuite, le déficit et la dette proviennent du refus grandissant des riches de payer l'impôt. Enfin, les banques centrales continuent à consentir aux banques ordinaires des « taux directeurs » réduits, conformément aux prescriptions keynésiennes. Par conséquent, les banques installées aux États-Unis ou en Grande-Bretagne peuvent emprunter à court terme à 0,5 % auprès de la Réserve fédérale ou de la Bank of England, les banques installées dans les 16 États de la zone euro peuvent emprunter à 1 % auprès de la Banque centrale européenne (BCE). Et toutes peuvent, ainsi, prêter à l'État allemand à 3 % à long terme, à l'État américain à 3,5 % à long ter-

me... ou à l'État grec à 10 % à long terme et à 15 % à moyen terme.

En mars 2009, au plus fort de la crise économique mondiale, l'organisme de direction officielle de L'Union européenne (UE), c'est-à-dire le Conseil européen qui réunit les chefs de gouvernements des 27 États membres, refuse toute aide aux pays d'Europe centrale. La Hongrie et la Lettonie sont obligées de se tourner vers le Fonds monétaire international (FMI). Que ce dernier ait à sa tête un social-démocrate, Dominique Strauss-Kahn, ne change rien aux conditions posées par le FMI : les prêts accordés à la Lettonie, à la Hongrie et à la Serbie (candidate à l'UE) ont été accompagnés des mesures drastiques habituelles (réductions des dépenses sociales et même baisse du salaire des fonctionnaires).

L'UE est contrôlée de fait par l'impérialisme allemand et l'impérialisme français, dont les intérêts ne coïncident pas toujours. Dans le cas de la Grèce, la France dont les banques contrôlent une partie des banques grecques et dont les groupes d'armement ont pour cliente l'armée grecque, se prononce dès décembre pour une aide concertée. Tous les États de l'UE qui sont presque aussi fragiles que la Grèce la suivent (Espagne, Portugal, Italie...). L'Allemagne, qui est le deuxième exportateur du monde derrière la Chine, est d'abord ouvertement hostile comme les autres « pays vertueux » (Autriche, Pays-Bas, Finlande...). En janvier, la chancelière allemande suggère même à la Grèce d'abandonner l'euro. La Grande-Bretagne, qui a conservé sa monnaie, annonce qu'elle n'est pas concernée. L'Allemagne accepte, en février, le principe d'une aide, en bloquant néanmoins toute décision. Les partis sociaux-démocrates soutiennent leur gouvernement, en appelant au mieux à modérer les exigences envers la Grèce (Die Linke, Parti de Gauche, PCF...). L'euro continue à se déprécier sur les marchés des devises. En avril, Strauss-Kahn (FMI) et Trichet (BCE) vont à Berlin alerter Merkel sur les risques, pour l'Allemagne, d'une disparition de l'euro, voire de l'effondrement de l'UE.

Début mai, l'inquiétude se répand, les cours des actions baissent brutalement dans les bourses du monde entier. Alors, les États-Unis se joignent à la pression sur l'Allemagne, qui cède. L'UE et le FMI annoncent alors un plan commun de 110 milliards d'euros (145 milliards de dollars) : 30 milliards d'euros du FMI, qui prendra de fait le contrôle du budget grec, 80 milliards de la part de l'UE. En outre, l'UE met en place, pour limiter les risques de contagion (qui s'étend déjà à l'État espagnol), un fonds total de 500 milliards d'euros... dont elle n'a pas le moindre centime. Ainsi va le capitalisme décadent. Cerise sur le gâteau : les États bourgeois européens prêteront à 5 %, ils empocheraient donc un profit sur l'État grec, en dernière analyse sur les travailleurs grecs.

Athènes, 24 février / photo Y. Karahalis

## Les directions syndicales et les partis ouvriers bourgeois tentent de contenir et de dévier la révolte du prolétariat

Papandréou et le PASOK expliquent aux masses que l'intérêt national exige des sacrifices. Mais seuls les secteurs les plus arriérés peuvent accepter que la crise capitaliste mondiale et l'incurie de l'État bourgeois national justifient des attaques d'une telle ampleur, d'autant qu'elles semblent sans limite puisque chaque mois apporte son lot de mesures tournées surtout contre les salariés. Des millions de travailleurs ont d'ailleurs répondu aux appels à la mobilisation des organisations syndicales (ADEDY, GSEE, PAME).

Les directions des confédérations syndicales, la Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE) et l'Administration suprême des syndicats de fonctionnaires grecs (ADEDY), liées au PASOK, ainsi que le Front militant de tous les travailleurs (PAME) du KKE tentent de canaliser le mécontentement. La GSEE et l'ADEVY refusent de rompre avec le gouvernement et prétendent aménager l'austérité. Le PAME organise des simulacres de lutte (occupation symbolique de lieux publics : bourse, ministère...) et divise les rangs ouvriers en appelant systématiquement à des manifestations séparées de celles des confédérations.

Toutes les bureaucraties syndicales refusent d'appeler à la grève générale jusqu'au retrait des plans d'austérité et convoquent, pour faire diversion, des journées de grève et des manifestations à répétition : le 17 décembre (PAME), le 10 février (ADEDY, PAME), le 24 février (ADEDY, GSEE, PAME), le 5 mars (ADEDY, PAME), le 11 mars (ADEDY, GSEE, PAME), le 21 avril (PAME), le 22 avril (ADEDY), le 1er mai (ADEDY, GSEE, PAME), le 5 mai (ADEDY, GSEE, PAME), le 12 mai (ADEDY, GSEE), le 20 mai (ADEDY, GSEE, PAME)... Les anarchistes ajoutent à la division entretenu par le PAME. Le 1er mai, il y a trois manifestations séparées à Athènes, la leur, celle de l'ADEDY et de la GSEE, celle du PAME et du KKE.

Le résultat est, la fragmentation, la dispersion, l'absence de grève générale, d'assemblées générales de tous les travailleurs, d'auto-organisation soviétique, de perspective politique de classe. Aucun parti ouvrier, ni la Coalition de gauche (Synaspismos) qui a eu 4,6 % des voix aux dernières élections, ni le Parti

communiste de Grèce (KKE) qui a eu 7,5 %, ne postule au pouvoir, aucun parti ouvrier ne propose de remplacer ce gouvernement par un gouvernement ouvrier et paysan.

## Contre le poison du chauvinisme et la division des rangs ouvriers, pour l'internationalisme et la révolution socialiste

Les deux partis ouvriers traditionnels, la Coalition de gauche (Synaspismos) et le Parti communiste de Grèce (KKE), comme les groupes maoïstes, sont tous les héritiers du parti stalinien (KKE) qui a trahi la révolution de 1944. En 1989, le KKE participe aux gouvernements bourgeois de Tzanetakis (ND) et d'union nationale de Zolutas. En 1991, à la chute de l'URSS, il scissionne : la fraction majoritaire garde le nom de KKE ; la fraction minoritaire garde le nom du front électoral du parti, Synaspismos. Chacun à sa manière, les deux partis sont réformistes et aussi chauvins que le PASOK. En Europe de l'Ouest, ce sont généralement les partis réformistes qui misent sur l'Union européenne qui l'emportent sur ceux qui prônent le nationalisme traditionnel ; par contre, dans ce pays capitaliste périphérique, c'est la fraction la plus hostile à l'Union européenne (KKE) qui l'emporte sur la fraction favorable à l'UE (Synaspismos).

La Synaspismos a une influence réduite sur la classe ouvrière. Elle est liée au PCF de France, au PRC d'Italie, au PCE d'Espagne, au Linkspartei d'Allemagne. Le parti poststalinien a participé aux Forums sociaux européens et aussi aux manifestations chauvines organisées en 1992 par la réaction quand l'Etat bourgeois grec menaçait la Macédoine issue de l'éclatement de la Yougoslavie.

Le KKE conserve une influence importante dans la classe ouvrière et la jeunesse scolarisée. Soumis à la bureaucratie de l'URSS jusqu'à sa disparition, il s'appuie aujourd'hui sur celle qui survit à Cuba (qui ne peut lui procurer les mêmes avantages). Après une éclipse de 50 ans, le Parti « communiste » de Grèce se réfère de nouveau à Staline, donc aux politiques de division des rangs ouvriers qui a permis la victoire du nazisme et de « front populaire », de bloc avec la bourgeoisie, qui a conduit à la victoire du franquisme. Le parti néostalinien divise le mouvement syndicalisme avec le PAME qui est une confédération scissionniste de fait. Il ne revendique pas la libre circulation des travailleurs et les mêmes droits pour les travailleurs immigrés. Son programme est le « front uni anti-impérialiste, antimonopoliste et démocratique » qui noie le prolétariat dans « le peuple » et qui camoufle une perspective de front populaire, d'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie, repoussant à un avenir très lointain le socialisme.

> *Le temps est venu pour un front populaire et social... Ce front a un choix, créatif et réaliste : renforcer la proposition alternative pour un pouvoir populaire et une économie populaire... Désengagement de l'UE, désobéissance sont un préalable à l'amélioration de la vie du peuple... Nous maintenons, faits et preuves à l'appui, que la Grèce, en dépit des dégâts sérieux et ravageurs qui ont touché certains secteurs et qui sont dus à la domination du capital et à la concurrence entre monopoles, connaît les conditions préalables pour constituer et développer une économie populaire autonome.* (*Propositions du Parti communiste de Grèce pour sortir de la crise,* 14 mai 2010)

En réalité, le KKE empêche d'avancer vers le socialisme car il défend le capitalisme grec contre les autres bourgeoisies et surtout contre le prolétariat de Grèce. Il mêle le drapeau bleu et blanc de la bourgeoisie et des colonels au drapeau rouge du prolétariat mondial et du communisme. Il prône le renforcement de l'armée bourgeoise grecque qui est l'héritière de la guerre civile (de 1944 à 1949) et de la dictature (de 1965 à 1974). Il a une ligne chauvine au sujet de Chypre et des minorités nationales en Grèce. Il pratique les expulsions et la calomnie dans ses propres rangs ; il pratique la violence et la diffamation au sein du mouvement ouvrier.

L'influence de l'anarchisme dans la jeunesse est la conséquence inévitable des références fallacieuses au socialisme du PASOK et au communisme du KKE. Cependant, la classe ouvrière n'a rien à attendre de la violence minoritaire même contre la police et encore moins contre des symboles, comme l'a prouvée la mort de 3 travailleurs d'une agence bancaire enfermés par leur direction et brulés vifs à l'issue d'une attaque anarchiste le 5 mai.

En Grèce, la destruction de la 4e Internationale en 1951-53 a entraîné comme ailleurs une multiplication de courants réformistes ou semi-réformistes, « antilibéraux » qui renient la dictature du prolétariat, qui soutiennent les Forums sociaux, qui appellent à la sortie de l'UE sans prise du pouvoir préalable par le prolétariat, qui cautionnent l'impasse des journées de grève à répétition contre la grève générale.

La classe ouvrière doit avoir son propre parti pour pouvoir s'émanciper. L'avant-garde doit se regrouper à partir des meilleurs éléments du KKE, des organisations qui se réclament frauduleusement du trotskysme et des groupes anarchistes sur la base du marxisme, pour relever le drapeau du Parti communiste (section de l'Internationale communiste de Lénine et de Trotsky), du Groupe Spartakos (opposition de Gauche du KKE) et de l'Organisation communiste internationaliste de Grèce (OKDE pour la 4e Internationale).

Dès aujourd'hui, il faut imposer le front unique ouvrier contre la division, un programme d'urgence contre les plans d'austérité de la bourgeoisie grecque, française et allemande :

- Dirigeants de la GSEE et de l'ADEDY, rompez avec le gouvernement, cessez les négociations avec l'UE et le FMI ! Front unique de la GSEE, de l'ADEDY, du PAME, du KKE, du Synaspismos... contre les plans de la bourgeoisie grecque, des bourgeoisies impérialistes allemande et française ! KKE et Synaspismos, postulez ensemble au

pouvoir et formez un gouvernement sans représentant de la bourgeoisie !

- Grève générale jusqu'au retrait du plan d'austérité ! Dans les entreprises, les universités, les quartiers, les bourgs, comités de travailleurs salariés, d'étudiants, de paysans, fédérés et centralisés ! Autodéfense des grèves, des manifestations contre la police et les fascistes ! Démantèlement de l'armée, de la police, des services secrets !
- Séparation complète de l'Eglise orthodoxe et de l'État ! Fermeture des bases militaires américaines ! Retrait de l'OTAN ! Expropriation des banques et des grandes entreprises, tant étrangères que nationales ! Droit à l'autodétermination des minorités nationales (Turcs, Pomaks, Tziganes, Slaves macédoniens) ! Retrait de l'armée grecque de Chypre ! Mêmes droit pour les travailleurs immigrés ! États-Unis socialistes d'Europe !

14 mai 2010

**Collectif Révolution Permanente**
(CRP Pérou, GB France, GKK Autriche)

# Brochures

**Marx : La Crise**, 1848-1875, Cahier Bolchevik n° 21, 1 euro

**Lénine : L'État et la révolution**, 1917, Cahier Bolchevik n° 20, 1 euro (disponible aussi en turc)

**Marx & Engels : Manifeste du parti communiste**, 1848, Cahier Bolchevik n° 19, 1 euro (disponible en turc)

**Rous : Espagne 1936-1939**, 1939, Cahier Bolchevik n° 18, 1 euro

**OCI : Hongrie 1956**, 1966, Cahier Bolchevik n° 17, 1 euro

**Trotsky & Naville : Programme d'action**, 1934, Cahier Bolchevik n° 16, 1 euro

**Trotsky : La France à un tournant**, 1936, Cahier Bolchevik n° 15, 1 euro

**Trotsky : Encore une fois, où va la France ?** 1935, Cahier Bolchevik n° 14, 1 euro

**Trotsky : Où va la France ?** 1934, Cahier Bolchevik n° 13, 1 euro

**CoReP : Manifeste pour les États-Unis socialistes d'Europe**, 2005, Cahier Bolchevik n° 12, 1 euro (disponible en turc, en anglais, en espagnol et en allemand)

**Just : Pour les États-Unis socialistes d'Europe, contre la CEE, non au traité de Maastricht**, 1992, Cahier Bolchevik n° 11, 1 euro

**GB : La République et le foulard**, 2003, Cahier Bolchevik n° 10, 1 euro

**Marx : Salaire, prix et profit**, 1865, Cahier Bolchevik n° 9, 1 euro

**GB : Révolutions et contre-révolutions en Chine**, 2002, Cahier Bolchevik n° 8, 1 euro

**Trotsky : La Guerre et la révolution prolétarienne mondiale**, 1940, Cahier Bolchevik n° 7, 1 euro

**Just : Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI**, 1984, Cahier Bolchevik n° 6, 1 euro (disponible en espagnol)

**Trotsky : Les Leçons d'Octobre**, 1924, Cahier Bolchevik n° 5, 1 euro

**Lénine : Le Socialisme et la guerre**, 1915, Cahier Bolchevik n° 4, 1 euro

**Trotsky : L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale**, 1938 , Cahier Bolchevik n° 3, 1 euro

**Just : Le Mouvement de novembre-décembre 1995**, 1996, Cahier Bolchevik n° 2, 1 euro

**GB : Pour la révolution socialiste sous le drapeau de Marx, Engels, Lénine et Trotsky**, 2002, Cahier Bolchevik n° 1, 1 euro (disponible en espagnol)

**Discussion du Groupe bolchevik avec le groupe CRI pour une fraction commune dans les syndicats**, 2005-2006, Bulletin Bolchevik n° 3, 0,50 euro

**Discussion du Groupe bolchevik avec le groupe CRI pour un regroupement international**, 2004, Bulletin Bolchevik n° 2, 0,50 euro

**Discussion du Groupe bolchevik avec la FTQI France sur le boycott d'Israël et le Forum social**, 2003, Bulletin Bolchevik n° 1, 0,50 euro

Rajouter 1 euro par brochure pour frais de port

# Cuba
# Un processus avancé de restauration capitaliste

Le 1er août, le président Raoul Castro a annoncé « *des décisions importantes, qui constitueront un changement structurel et conceptuel* ». Le 8 septembre, Fidel Castro, officiellement en retraite, l'a appuyé en affirmant : « *le modèle cubain ne fonctionne plus* ». Le 14 septembre, la direction de la confédération syndicale CTC a annoncé –et justifié- la suppression de 500 000 emplois publics.

La bureaucratie cubaine semble donc décidée à procéder à la restauration du capitalisme, à la suite des bureaucraties staliniennes de l'ex-RDA, de l'ex-URSS, de la Chine et du Vietnam.

*Révolution Socialiste* pense utile de faire connaître cette contribution d'Antonio Bórmida, du PRS d'Argentine. Bien qu'antérieure, elle permet d'en comprendre l'origine et d'en mesurer la portée historique. Elle trace aussi l'alternative, celle d'une révolution politique de la classe ouvrière qui chasserait le bureaucratie du pouvoir.

Depuis l'accession de Raoul Castro à la présidence de Cuba en remplacement de Fidel (dans l'incapacité d'exercer du fait de son état de santé et de son âge avancé), une série de réformes économiques et politiques ont été annoncées qui donnèrent lieu à diverses interrogations.

La révolution cubaine de 1959 a marqué la situation latino-américaine de la seconde moitié du siècle dernier, et a engendré des polémiques et des clivages. Autant par l'admiration durable que suscite la figure de Che Guevara, que par l'appréciation que les différentes organisations de gauche ont du caractère « socialiste » de Cuba. L'évolution de l'île des Antilles est suivie avec attention, surtout par les secteurs les plus politisés de la jeunesse, mais aussi d'une façon différente, par des secteurs de l'avant-garde ouvrière sur lesquels Cuba exerce une influence. C'est pourquoi nous essaierons de développer notre vision des processus qui sont en train de s'y dérouler.

La révolution de 1959 signifia la transformation de Cuba d'une île semi-coloniale pourvoyeuse de sucre et de tabac, paradis de vacances et lieu de prostitution, exploitée par l'impérialisme yankee, en une nation indépendante. En peu d'années, l'expropriation de l'impérialisme et de la bourgeoisie cubaine permit que l'analphabétisme, le chômage et la mortalité infantile, tombassent brusquement aux niveaux les plus bas de l'Amérique Latine.

Le courant international d'où nous provenons avait caractérisé Cuba comme un « État ouvrier bureaucratique », puisque, parallèlement à l'expropriation de la bourgeoisie (ce qui constituait un pas vers la transformation socialiste de l'économie), s'exerçait un contrôle de fer sur les travailleurs placés sous la coupe à la fois du PC et de l'armée, sans aucune démocratie de base.

Peu de temps après avoir pris le pouvoir, la direction petite-bourgeoise (Fidel Castro était issu de l'aile gauche d'un parti bourgeois, le Parti Orthodoxe) sous la houlette de Fidel Castro, se subordonna à l'URSS, des subsides de laquelle dépendait l'économie cubaine. Cela démontre deux choses : premièrement qu'il est impossible d'avancer vers le socialisme en limitant la révolution à un seul pays, et encore moins à une petite île. Deuxièmement, que, sans l'existence de l'URSS, les directions petites-bourgeoises n'auraient jamais osé exproprier la bourgeoisie.

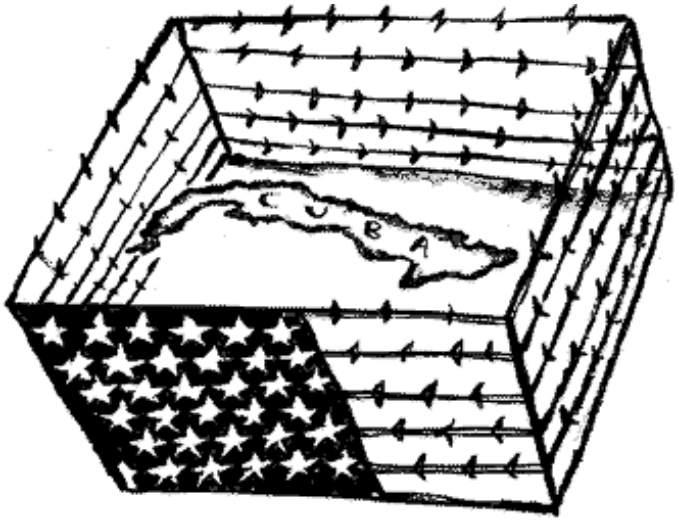
Pour cette raison, quand à la fin des années 1970 s'approfondit la crise en URSS et s'amorça lentement le processus de restauration en Chine, la direction cubaine conseilla au Front Sandiniste nicaraguayen, qui en 1979 avait renversé la dictature de Somoza par la voie révolutionnaire, de ne pas créer un nouveau Cuba, de ne pas exproprier la bourgeoisie, mais de s'orienter vers une économie mixte, c'est -à-dire une économie capitaliste avec des secteurs étatisés ou avec une intervention étatique. C'était la conclusion politique que tirait la bureaucratie castriste des processus qui s'étaient opérés au niveau international et qui anticipait la voie qu'elle allait adopter à Cuba même. Fidel Castro ne fut jamais un révolutionnaire socialiste et internationaliste, et

c'est pour cela qu'au lieu d'opter pour approfondir et étendre la révolution, en profitant de la montée révolutionnaire qui à cette époque embrasait divers pays d'Amérique centrale, ils'orienta vers la restauration capitaliste, suivant l'exemple du « modèle chinois ».

## Les avancées de la restauration

Déjà en 1979 était créée la CIMEX, première société anonyme située dans l'île pour faciliter les exportations et importations, elle sera suivie par d'autres entreprises indépendantes avec des capitaux nationaux, qui s'intéresseront non plus seulement à l'import-export mais aussi aux investissements immobiliers dans des sociétés avec des capitaux étrangers. En 1980 le gouvernement cubain autorisa la formation de marchés agricoles libres, dans lesquels les paysans pourraient vendre leurs excédents selon les lois de l'offre et de la demande. En 1981 il autorisa aussi le travail autonome (« à leur compte ») pour les artisans, commerçants et professions libérales.

De même, au début des années 1980, l'État leva les restrictions à la construction de logements, à leur vente et leur location, ce qui eut pour conséquence qu'entre les années 1980 et 1985, deux tiers des logements construits furent privés. Ces premières concessions pro capitalistes faisaient cependant, partie d'un plan plus général.




Comme l'expliquait luimême le ministre des Affaires étrangères cubain de l'époque, la direction castriste s'orientait vers la restauration capitaliste :

> *Au milieu des années 80, bien avant qu'on ne parle de pérestroïka par laquelle l'Union Soviétique a disparu, les cubains comprirent que leur système économique... avait des faiblesses qu'il fallait résoudre... à cette époque, notre gouvernement avait déjà mis en place des lois qui autorisaient les investissements et l'association avec les capitaux étrangers qui nous étaient nécessaires pour aller de pair avec le nouveau monde qui se construisait. C'était encore très tôt pour beaucoup mais Cuba commençait à donner des signes de fatigue et à faire preuve de changements de mentalité économique... Ensuite, vint une étape supérieure, qui nécessita le débat et l'approbation au Parlement de modifications à la Constitution de la République... des réformes pour l'établissement de différentes formes de propriété, pour l'activité du capital étranger virent le jour... Des mesures comme la création d'unités de base de production agricole coopérative par la remise d'une partie importante de la propriété d'État et de ses bénéfices entre les mains des producteurs... À Cuba, on est en train de procéder à une ouverture économique avec toute garantie pour les investisseurs étrangers... Cette ouverture est stratégique et va s'amplifier et s'approfondir chaque jour davantage... Mitsubishi, Castrol, Unilever, Sherrit Gordon, Grupo Sol, Total, Melia Hotels, Domos, ING Bank, Rolex, DHL, Lloyd's, Cannon, Bayer, sont synonymes de succès dans l'univers des affaires et ils sont à Cuba ! Certaines de ces firmes comptent parmi les capitaux les plus forts du monde, et elles nous ont fait confiance !* (Roberto Robaina, *Granma Internacional,* 16 novembre 1994)

Effectivement, le décret-loi 50 *Sur l'association économique entre entités cubaines et étrangères,* qui avait comme objectif de commencer à ouvrir l'économie cubaine aux investissements étrangers, date de 1982, bien que son application n'ait commencé qu'en 1988. Pourquoi ? C'est que les concessions procapitalistes que l'on commença à accorder à partir du début des années 1980 donnèrent naissance à un couche petite-bourgeoise qui se développa trop rapidement et de manière indépendante de l'appareil bureaucratique. C'est au profit de ce dernier que, très vite, Fidel Castro mit en place des restrictions au développement de l'activité privée et au marché, restrictions qui se durciront en 1986, avec le « processus de rectification », mais qui seront levées à partir de 1994. Les avancées et reculs de cette politique de réformes procapitalistes (de plus ou moins grande ouverture) étaient déterminés par le cours de la crise économique d'un côté et de l'autre par la nécessité pour la bureaucratie castriste de contrôler le rythme du processus restaurationniste, de telle sorte que son développement ne brise pas le contrôle du PCC sur l'appareil d'État. En même temps, la bureaucratie aspire à se constituer comme le noyau fondamental de la nouvelle bourgeoisie cubaine.

Mais il est évident que la marche (quel que soit son rythme) vers la restauration capitaliste fut décidé, non pas aujourd'hui avec l'arrivée de Raoul Castro, mais il y a bien longtemps, quand le commandement était assuré d'une main de fer par Fidel.

Déjà, à partir de 1988, on avait commencé à appliquer le décret-loi 50, mais, jusqu'en 1991, les seuls investissements étrangers autorisés concernaient le tourisme. Par la suite les investissements impérialistes effectuèrent un saut qualitatif et s'étendirent à d'autres secteurs clés de l'économie, surtout à partir de 1995, accentuant la semi-colonisation de Cuba. Au préalable, pour offrir toutes les garanties aux capitaux étrangers, il fallut opérer des changements dans le système législatif. En juillet 1992, fut approuvée une importante réforme constitutionnelle qui autorisait le rétablissement de la propriété pri-

vée sur certains moyens de production et la suppression du monopole d'État sur le commerce extérieur.

Cette dernière permit la privatisation des entreprises d'État (pour une large part sous l'administration des forces armées) et leur autonomie de gestion, et fit qu'à partir de ce moment, elles purent négocier librement et directement sur le marché mondial et conclure des accords avec des investisseurs privés.

En 1993, on accepta que s'établissent des succursales de banques étrangères pour élargir l'éventail des services financiers à l'investissement étranger qui opérait dans le pays. Durant une conférence (juin 1994) qui réunit 800 entrepreneurs de 46 pays sous la devise (en anglais) *Cuba Open for Business* (*Cuba : ouverte aux affaires)*, le ministre de l'Économie d'alors (l'actuel vice-président) Carlos Lage affirma que les entreprises privées « *étaient actuellement implantées dans 26 secteurs de l'économie cubaine, parmi lesquels le tourisme, les télécommunications, le pétrole et le nickel* ». Après avoir annoncé qu'étaient sérieusement envisagées diverses propositions pour l'investissement dans le sucre et les biens immobiliers, il déclara : « *Désormais, aucun secteur productif ne sera fermé à l'investissement* ».

Pour sa part, le ministre Ernesto Melendez, annonçait une nouvelle loi de l'investissement étranger (loi 77) qui donnait « *plus de garanties et d'avantages* ». Désormais, le capital étranger pourrait avoir une participation majoritaire dans les entreprises, comme par exemple la Western Mining Co, qui détenait 65 % de l'entreprise qui exploitait le nickel.

La loi 77 permettait aux entreprises constituées partiellement ou totalement avec du capital étranger « *d'exporter leurs productions directement, et d'importer, aussi directement, ce qui leur est nécessaire* ». Cela signifiait de fait la fin du monopole d'État sur le commerce extérieur.

Cette loi fut complétée en 1996 par l'adoption du décret-loi 165 des zones franches et parcs industriels, qui concédait « *un régime spécial en matière de douanes, de change, de fiscalité, de travail, de migration, d'ordre public, d'investissement de capital et de commerce extérieur et auxquelles pourraient participer les investisseurs étrangers... »* dans les trois zones franches qui se créèrent à Cuba.

À la fin de 1999, sur l'ensemble des entreprises qui faisaient des affaires à Cuba, 52 % provenaient de l'Union européenne, principalement d'Espagne d'Italie, de France, des Pays-Bas et d'Allemagne. Il y avait également une forte présence du Canada, avec 19 % du total, centré sur le pétrole, les mines et le tourisme tandis que l'Amérique latine détenait 18 % avec notamment le Mexique, le Chili, l'Argentine et le Venezuela, entre autres.

Durant l'année 2002, on comptabilisa 403 co-entreprises avec des capitaux étrangers, mais, fin 2005, elles étaient tombées à 258, après une réorganisation de l'investissement étranger en provenance de la Chine et du Venezuela, qui conduisit des dizaines de petits et moyens entrepreneurs à se retirer du pays. Malgré cela, la ministre de l'Investissement étranger, Marta Lomas, annonça un chiffre record de recettes directes dans le secteur, 981 millions de dollars US en 2006, soit 22 % de plus que pour l'exercice précédent. Selon la même source, *« Cuba cherche à augmenter la présence des investisseurs étrangers dans des secteurs stratégiques pour le développement de l'économie locale »* (*Clarín*, 4 juillet 2007).

Par ailleurs, à la campagne, les coopératives privées créées en 1993 sont aujourd'hui plus de 1 500. Avec 100 000 paysans, elles possèdent la moitié des terres cultivables et fournissent près de 60 % de la production agricole.

## Différenciation sociale

Sur une population active de près de 5 millions de personnes, 200 000 sont liées au secteur de l'investissement étranger. La situation de ces travailleurs est « privilégiée », puisqu'ils sont payés jusqu'à 700 pesos cubains, alors que le salaire moyen dans le secteur d'État est de 400 pesos. Avant d'être recrutés par les agences de l'État pour les entreprises étrangères, les travailleurs sont soumis à une enquête politique pour s'assurer que celui qui va être embauché est bien « révolutionnaire », c'est pour cela que sont favorisés les militants du parti, de la jeunesse communiste et les travailleurs « reconnus socialement méritants ». Malgré tout, dans ces entreprises, on ne peut constituer de syndicats et encore moins faire grève.

Dans le domaine de l'État, les forces armées (FAR) administrent quelques 844 entreprises (tourisme, agriculture, industrie et télécommunications), soit 30 % seulement du total, mais qui représentent près des 2/3 de l'économie.

A la fin des années 1980 et au début des années 1990, au sein des entreprises contrôlées par les FAR, fut mené à bien, sous l'impulsion de Raul Castro (alors ministre de la Défense) le « *perfectionnement des entreprises d'État* », afin d'augmenter la productivité du travail, et de supprimer le personnel « excédentaire », lequel s'en alla grossir les rangs de ceux qui travaillent pour leur propre compte.

Le Code du travail cubain qui régit le secteur public reconnaît une seule centrale syndicale, la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC), contrôlée par l'État et le Parti communiste, lequel désigne ses dirigeants, et dont 95 % sont membres du Parti ou de l'Union des jeunes communistes. Les syndicats indépendants sont interdits et il n'y a pas non plus de droit de grève.

L'augmentation du prix des produits de première nécessité a aggravé la différenciation sociale existant dans l'île, laquelle s'est encore accentuée depuis la mise en place de la « période spéciale » en 1993. Une enquête réalisée par Armando Nova (de l'Université de La Havane) publiée au début de 2007, indiquait qu'une famille type, avait besoin d'environ 1 319 pesos cubains par mois pour couvrir ses besoins alors que le salaire moyen était de 408 pesos. Une autre étude, réalisée par Vidal, démontre que le salaire moyen de 2006 représente à peine 24 % de celui de 1989.

Chronologie

1952 : coup d'Etat de Batista qui suspend la constitution et installe un régime corrompu et dictatorial.

1956 : Fidel Castro, chef du M26J, débarque avec 80 hommes, dont le médecin argentin Ernesto Che Guevara, et lancent un mouvement de guérilla.

1959 : les rebelles entrent dans la Havane. Castro forme un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie anti-Batista.

1960 : les Etats-Unis rompent leurs relations diplomatiques, interdisent les exportations vers Cuba et accueillent les contre-révolutionnaires. Cuba établit des relations diplomatiques et commerciales avec l'URSS.

1961 : échec d'une tentative de débarquement d'opposants cubains soutenus par les Américains à la Baie des Cochons. Fidel Castro proclame le caractère socialiste de la révolution.

1962 : « Crise des missiles » après l'installation de fusées soviétiques dans l'île.

1965 : le M26J castriste et le PSP stalinien forment un parti unique qui prend le nom de Parti communiste cubain. Guevara quitte le gouvernement et l'île.

1967 : Guevara, qui participe à une guérilla en Bolivie est fait prisonnier et exécuté sur l'ordre du gouvernement américain.

1975 : envoi de troupes en Angola, pour aider le gouvernement aux prises avec une guérilla soutenue par l'Afrique du Sud, et en Ethiopie.

1989 : le colonel Ochoa, héros de la révolution et de la guerre d'Angola, est exécuté.

1991 : l'URSS, principal partenaire commercial de l'île, disparait

1993 : le régime introduit plusieurs réformes en faveur de l'initiative privée et légalise l'utilisation du dollar.

1995 : autorisation de la création d'entreprises aux capitaux à 50 % étrangers.

1998 : visite du pape Wojtyla (Jean-Paul II).

1999 : l'accession de Hugo Chavez au pouvoir à Caracas permet à Cuba de bénéficier d'approvisionnements en pétrole dans des conditions très favorables. En échange, Cuba envoie 20 000 médecins au Venezuela.

2008 : Fidel Castro renonce à sa charge de Président du Conseil d'Etat et de Commandant en chef. Son frère Raul est désigné par l'Assemblée nationale comme nouveau Président. Le gouvernement décrète la fin de l'égalitarisme salarial.

2010 : Fidel Castro déclare que le modèle cubain ne marche plus.

Selon l'économiste cubain Angel Ferriol, dans les villes, la population en situation de pauvreté tourne autour de 20 %. Par ailleurs, Haroldo Dilla Alfonso pense que le résultat le plus notable du processus d'ouverture et de réforme économique a été l'apparition d'un nouveau bloc social dans lequel il est possible de distinguer trois composantes fondamentales : une première composante est constituée par la couche d'entrepreneurs et de manageurs cubains qui partagent le mode de vie des manageurs et entrepreneurs étrangers, éloignée du reste du peuple cubain.

La seconde composante concerne les dirigeants des entreprises d'État, qui ont des liens directs avec le marché mondial, et qui se sont transformés en un nouveau patronat national dont la préoccupation de chaque membre est d'augmenter les gains de son entreprise. La troisième composante regroupe les paysans aisés, les intermédiaires commerciaux, les fournisseurs de services, etc., qui ont amassé de fortes sommes d'argent et d'autres biens grâce à la spéculation sur le marché noir et qui les ont ensuite blanchi grâce à la libéralisation des marchés agricoles et des produits industriels ou à la réhabilitation du travail pour son propre compte.

> *Il n'est pas difficile de découvrir que ces trois groupes émergents -particulièrement les deux premiers- proviennent de la bureaucratie traditionnelle (civile ou militaire) et de leurs familles, auxquels se sont agrégés de jeunes technocrates aspirés par les politiques économiques en cours. Dans le troisième groupe, on peut voir clairement les connexions entre les affaires privés les plus prospères (restaurants et location de logements pour touristes) et les hauts fonctionnaires déjà retraités ou leurs proches, puisque ces activités requièrent des demeures confortables et situées dans des lieux centraux, comme celles qui dans les années précédant la crise avaient été adjugées par l'État à ce type de fonctionnaires.* (Dilla Alfonso, *Cuba: el rumbo de una transición incierta*, 1998)

## Bureaucratie, restauration capitaliste et programme révolutionnaire.

En d'autres termes, c'est la bureaucratie politique et militaire qui contrôle l'appareil d'État et qui conduit de manière mesurée le processus de restauration du capitalisme à Cuba, processus qui a débuté il y a longtemps, sous le mandat de Fidel Castro, et qui s'est approfondi dans les années 1990, après la faillite de l'URSS.

On peut déduire de manière irréfutable de la description ci-dessus, que l'économie cubaine n'est déjà plus basée sur la planification de la production, la propriété étatisée et le monopole du commerce extérieur. Il ne s'agit pas de petites concessions de l'« État ouvrier » au capital, mais bien d'un processus avancé de restauration et de semi colonisation impérialiste. De plus, depuis la révolution, l'État cubain a toujours été entre les mains du parti et de l'armée, contrôlé spar les frères Castro et par une couche bureaucratique réduite. Il n'y a pas et il n'y a jamais eu

d'organisme démocratique de la classe ouvrière pour contrôler le pouvoir de l'État.

Si nous caractérisions Cuba comme un État ouvrier, malgré son régime bureaucratique, c'était du fait du caractère ouvrier transitoire de son économie, qui pouvait lui permettre, avec une direction réellement socialiste révolutionnaire et dans une phase ascendante du processus révolutionnaire international, d'avancer vers le socialisme.

De ce point de vue, aujourd'hui Cuba ne peut plus être considéré comme un « État ouvrier », ni par son économie ni par son régime politico-étatique.

C'est pourquoi Cuba devrait être caractérisé comme un État capitaliste « normal » identique à n'importe quel autre État capitaliste, dans lequel il y a des limitations étatiques au développement de la propriété privée (du type de ceux que nous appelons « capitalisme d'État ») si nous isolions sa situation actuelle de son développement historique, c'est à dire si nous considérions sa « photographie » actuelle, sans considérer le processus dont il est issu. Cependant, ces deux critères sont fondamentaux pour déterminer un programme révolutionnaire correct pour Cuba.

La restauration capitaliste à Cuba a beaucoup progressé mais elle n'est pas encore achevée. L'appareil d'État aux mains de la bureaucratie petite-bourgeoise du PC et des forces armées, contrôle et dose le développement du capital et de la propriété privée, pour favoriser l'apparition d'une bourgeoisie nationale à partir de leurs propres rangs. Mais la bureaucratie n'a pas encore réussi à se stabiliser comme bourgeoisie, ses privilèges dépendent encore pour l'essentiel du contrôle de l'appareil d'État et non de la propriété privée des moyens de production. Pour garantir que cette transformation se fasse à son profit et non pas au profit de secteurs bourgeois qui ont une plus grande accumulation de capital, comme la bourgeoisie cubaine exilée à Miami, il lui faut maintenir un régime « bonapartiste » de parti unique. Mais si la bureaucratie maintient également un contrôle de fer sur la classe ouvrière, empêchant son organisation indépendante, c'est aussi parce qu'elle craint que surgissent des courants ouvriers qui s'opposent à la restauration.

Dans ce sens, tant que la restauration n'est pas consolidée, le programme des socialistes révolutionnaires ne peut pas être celui de la « démocratisation » de Cuba, comme le prétend, par exemple, la LIT [Ligue internationale des travailleurs-Quatrième internationale, représentée en France par le GSI, NdT], qui est le programme de l'impérialisme, mais au contraire celui de la démocratie syndicale et des libertés politiques pour la classe ouvrière, pour la création de conseils ouvriers de base pour administrer les entreprises d'État et pour le contrôle ouvrier sur les entreprises étrangères, pour la remise en place du monopole du commerce extérieur, pour des fermes collectives d'État pour la campagne, pour la formation de comités de soldats qui élisent les officiers et pour l'armement général de la classe ouvrière. Pour une révolution ouvrière et socialiste qui renverse la camarilla bureaucratique du PC, des FAR, le Conseil d'État et « l'Assemblée nationale de pouvoir populaire », établisse un gouvernement ouvrier basé sur un conseil général d'ouvriers de l'industrie et de la campagne.

[traduction par le GB d'un article de *La Causa Obrera* n° 50, juillet 2008, publié par le Partido de la Revolución Socialista, Parti de la Révolution Socialiste ; la chronologie est de la rédaction de *RS*]

**RÉVOLUTION SOCIALISTE**
organe du Groupe bolchevik
pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire,
de l'Internationale ouvrière révolutionnaire
[Collectif révolution permanente]

Pour prendre contact avec le Groupe bolchevik :
**Re-So / AGECA service BP /**
**177 rue de Charonne / F-75011 PARIS**
Site du CRP Pérou :
**luchamarxista.blogspot.com**
Site du GKK Autriche :
**www.klassenkampf.net**
Adresse de SF Grande-Bretagne :
**Socialist_Fight@yahoo.co.uk**
Site du GB :
**revolution-socialiste.info**
RS33.04
ISSN : 1634-4006
Directrice de la publication : ML Herblot

## Abonnement à Révolution Socialiste

10 euros pour 5 numéros en France / 15 euros en Europe, en Guadeloupe, en Martinique / 20 euros ailleurs
par timbres ou par chèque à l'ordre de Re-So
Découper ou copier, remplir et envoyer à :
Re-So / AGECA service BP / 177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

☐ Mme ☐ Mr NOM ..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Localité..... Pays.....

Adresse électronique .....@.....

# Résolution d'adhésion du Gruppe Klassenkampf d'Autriche au Collectif Révolution Permanente

Le Gruppe Klassenkampf (GKK, Groupe Lutte de Classe) a adopté depuis son existence une orientation internationaliste claire. Nous nous sommes laissé guider en cela par les idées que Léon Trotsky a exprimées en 1930 dans sa lettre à la rédaction de *Prometeo* de juin 1930 :

*Si la gauche communiste dans le monde consistait en cinq individus, ils auraient néanmoins été obligés de construire simultanément une nouvelle organisation internationale en même temps qu'une ou plusieurs organisations nationales. Il est faux de voir une organisation nationale comme la fondation et l'Internationale comme un toit. La relation entre elles est de type entièrement nouveau. Marx et Engels ont commencé le mouvement communiste en 1847 avec un document international et la création d'une organisation internationale. La même chose s'est répétée dans la création de la Ie Internationale. C'est exactement le même chemin qu'a suivi la Gauche de Zimmerwald dans sa préparation pour la IIIe Internationale. Aujourd'hui, ce chemin est dicté bien plus impérieusement qu'à l'époque de Marx.*

Il est bien entendu possible à l'époque de l'impérialisme pour une tendance prolétarienne révolutionnaire d'apparaître dans un pays ou un autre, mais elle ne peut se développer dans un pays isolé : le lendemain même de sa formation, elle doit chercher ou créer des liens internationaux, une organisation internationale, parce qu'une garantie de justesse d'une politique nationale ne peut être trouvée que par cette voie. Une tendance qui demeure fermée nationalement pendant plusieurs années se condamne elle-même irrévocablement à la dégénérescence.

Outre nos efforts pour clarifier les questions programmatiques, de développer l'intervention, de nous former et de former des camarades de notre entourage avec le Cercle d'Etude Marxiste et de poursuivre notre développement théorique, nous nous sommes toujours efforcés de développer des positions claires sur les questions internationales.

Grâce à la collaboration d'un camarade du Collectif Révolution Permanente au sein du GKK, l'organisation a eu la possibilité de mener des discussions avec le Collectif et ses organisations membres sur plusieurs questions internationales : Palestine, Iran, adresses des premiers mai 2009 et 2010, Grèce.

L'été 2009, des camarades du GKK ont participé à une école de cadres sur la crise capitaliste internationale organisée à Paris par le Groupe bolchevik de France (membre du CoReP). Avec les camarades de *Socialist Fight* de Grande Bretagne (un groupe en solidarité politique avec le CoReP), nous avons rédigé et distribué un tract commun pour la manifestation Liebknecht-Luxemburg-Lénine de janvier 2010 à Berlin.

Pareillement, nous avons souscrit dans ses grandes lignes au projet de plate-forme rédigé par le bureau politique du Collectif (*Pour une nouvelle internationale ouvrière à partir des enseignements et des programmes de la Ligue des communistes, de l'Internationale Communiste et de la IVe Internationale*).

Nous pouvons aujourd'hui constater, dans le cadre de notre première conférence, que nous sommes d'accord sur tous les points essentiels avec le CoReP et sa perspective de construction d'une internationale ouvrière révolutionnaire. Nous voulons donc à l'avenir prendre part plus activement et de façon plus décisive aux processus de discussion du CoReP et à sa pratique. Pour cette raison, nous décidons d'adhérer au Collectif révolution permanente comme membre à part entière. Nous demandons au bureau du CoReP de confirmer notre adhésion.

Vienne, le 3 septembre 2010, adopté à l'unanimité

# Salut du représentant du Groupe Bolchevik à la 1e conférence du GKK

Camarades,

Le Groupe bolchevik remercie le Groupe Klassenkampf pour son invitation à participer à sa 1e conférence. Il la conçoit dans la continuité de la collaboration entre le GKK et le GB depuis votre naissance et comme l'expression d'une solidarité internationale dans l'optique de la construction et du développement d'un regroupement international, le Collectif révolution permanente, qui est à nos yeux un noyau de la future internationale ouvrière révolutionnaire.

L'une des principales tâches communes est d'élaborer une plate-forme internationale qui puisse nous servir de guide dans l'optique du rassemblement de groupes communistes vers la construction des partis ouvriers révolutionnaires dans tous les pays, la construction de l'Internationale ouvrière révolutionnaire.

Le capitalisme démontre tous les jours, plus encore depuis que la présente crise a éclaté, qu'il ne peut offrir aux masses du monde entier que la misère et la précarité, qu'il est une entrave à leur désir de mener une existence décente. Sous la bannière de Marx, d'Engels, de Lénine, de Trotsky, nous voulons en finir avec le capitalisme pour lui substituer un mode de production, un mode d'organisation des rapports sociaux, dans lequel les forces productives ne soient pas au service de la maximisation du profit, mais au service de la satisfaction des besoins des masses.

À de nombreuses reprises – dont la Commune de Paris, la Révolution russe –, la classe ouvrière a fait preuve de sa capacité à se dresser victorieusement contre le capital. Or, le mouvement est entravé dans sa lutte contre la bourgeoisie par une multitude d'obstacles, notamment les agents de la bourgeoisie dans son propre camp. Les partis ouvriers-bourgeois font partie de ces obstacles (le SPO en Autriche, le PS, le PdG et le PCF en France, le SPD et DL en Allemagne, le Labour Party en Grande-Bretagne...), ainsi que les directions syndicales (qui leur sont souvent associées) et qui trahissent les masses en détournant ou en entravant leurs luttes.

Seule la construction de partis ouvriers révolutionnaires, de l'internationale ouvrière révolutionnaire, seule la révolution ouvrière et l'établissement de la dictature du prolétariat débarrasseront le mouvement ouvrier de ces partis ouvriers-bourgeois.

Le mouvement ouvrier est également entravé par une multitude d'organisations centristes qui se réclament de la révolution en paroles mais s'alignent en fait sur les appareils contre-révolutionnaires du mouvement ouvrier. Elles sont souvent issues de la crise qui a liquidé la 4e Internationale. Certains des nombreux courants centristes qui se réclament du « trotskysme » se disputent encore le cadavre de la 4e Internationale pour bénéficier du prestige de Trotsky.

Or, la direction de la 4e Internationale a failli en 1949-1953, elle a détruit sa propre organisation en tant qu'organisation révolutionnaire. Le SI-SU a capitulé devant le stalinisme et la nationalisme bourgeois. Récemment, ses épigones ont appelé à voter pour un candidat bourgeois à l'élection présidentielle en France en 2002, ils ont participé au gouvernement bourgeois de Lula au Brésil, ils soutiennent les « forums sociaux mondiaux », ils font confiance au colonel Chavez... Eux et leurs rivaux ont sali l'appellation de « trotskysme », un terme que nous ne revendiquons plus pour cette raison.

Cette déroute nous oblige à construire une nouvelle internationale, qui se situe sur le terrain du bolchévisme, sur la ligne du front unique ouvrier et du pouvoir ouvrier. Nous vous félicitons de relever courageusement le drapeau du bolchevisme en Autriche. Votre combat est notre combat.

# Appel de 44 postiers de Nantes

## Aucune discussion avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Woerth contre nos retraites ! Dirigeants syndicaux, appelez à la grève générale jusqu'au retrait du plan contre les retraites

Le projet de loi de Sarkozy-Woerth, adopté en Conseil des ministres le 13 juillet, prétend augmenter la durée du travail jusqu'à 62 ans minimum et exige 42 annuités de cotisations pour une retraite à taux plein; sans ces annuités, chaque travailleur devrait attendre 67 ans ! Prétendument au nom de l'équité entre les secteurs public et privé, les cotisations des travailleurs de la fonction publique (et apparentés) seraient augmentés et leurs salaires baissés d'autant ! Nous, soussignés salariés des Chèques postaux et de la Caisse nationale d'épargne de Nantes, déclarons :

Ceux qui produisent toutes les richesses entendent vivre dignement en activité comme en retraite. Pas question qu'ils travaillent davantage et plus longtemps alors que dans le même temps la classe bourgeoise, celle pour qui Sarkozy, Fillon, Woerth, Lagarde et consorts gouvernent, sont exonérés de cotisations sociales (notre salaire différé), bénéficient du bouclier fiscal et échappent à l'impôt comme Mme Bettencourt. Les patrons doivent payer !

Assez de temps a été perdu dans les sommets sociaux avec Sarkozy et Fillon et dans les consultations de Woerth alors que l'objectif de ce gouvernement de classe a toujours été, à l'instar des autres gouvernements capitalistes, de faire baisser de manière décisive, la valeur de la force de travail du prolétariat de ce pays et de revenir sur les acquis que la bourgeoisie française a dû concéder à la fin de la guerre quand elle était moribonde.

Continuer les discussions avec ce gouvernement sur la « pénibilité » c'est accepter le reste de la contre-réforme Sarkozy-Fillon-Woerth. C'est poursuivre l'aide apportée à l'ennemi de classe.

Assez d'énergie a été gaspillée dans des journées d'action stériles ou dans des grèves reconductibles site par site alors que chacun sait qu'on ne peut gagner avec ces parodies de lutte.

Continuer ainsi c'est impuissanter la classe ouvrière et accentuer l'aide apportée à la bourgeoisie et à son gouvernement.

Seul le combat résolu de notre classe contre le capital et son gouvernement peut nous permettre de gagner, de maintenir et d'améliorer nos acquis :

- 37,5 annuités pour tous (avec prise en compte des périodes de chômage et de stages)
- départ à 60 ans et 55 ans pour les travaux pénibles
- calcul sur les 6 meilleurs mois pour tous et indexation des pensions sur les salaires

Pour cela, nous exigeons de ceux qui parlent en notre nom :

DIRIGEANTS DE LA CGT, DE FO, DE LA FSU, DE SUD, DE L'UNSA ET DE L'UNEF CESSEZ TOUTE DISCUSSION AVEC LE GOUVERNEMENT SARKOZY-FILLON-WOERTH

APPELEZ A LA GREVE GENERALE JUSQU'AU RETRAIT DU PLAN CONTRE LES RETRAITES

Alors la classe ouvrière retrouvera la voie du combat, des comités de grève centralisés par entreprise, par ville, par région et au niveau du pays, paralysera la production, organisera le ravitaillement et fera plier ce gouvernement !

3 septembre 2010

[signé par 14 syndiqués CGT, 14 syndiqués SUD, 1 syndiqué FO, 15 non syndiqués]